

SELON DES MÉDIAS FRANÇAIS  
**L'attitude de Retailleau envers  
l'Algérie «embarrasse» Macron**

P. 2



Iftar	
Oran	19h22
Alger	19h06
Constantine	18h53
Imsak	
Oran	05h26
Alger	05h09
Constantine	04h56

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

ENTRE IMPORTATION ET PRODUCTION LOCALE

## Deux prix pour les moutons de l'Aïd

Lire l'article de M. Aziza page 3



LE FOOTBALL  
ALGÉRIEN ET  
AFRICAIN EN DEUIL  
**Djamel Menad  
n'est plus** P. 12

## L'UNIQUE HÔPITAL ANTI-CANCER DE GHAZA BOMBARDÉ Des manœuvres pour ramener le Liban dans la spirale de la violence

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



**Notre supplément  
AUTOUR  
DU MONDE**  
Avec la  
collaboration de  
PROJECT  
SYNDICATE

P. 8 & 9

AN ASSOCIATION  
OF NEWSPAPERS  
AROUND THE WORLD

**La Fed, le Fonds et la  
Banque dans la ligne  
de mire de Trump**

PAR BARRY  
EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences  
politiques à l'Université  
de Californie de Berkeley

**Mieux justifier l'aide  
internationale**

PAR NILIMA  
GULRAJANI

Chercheuse principale à l'Overseas  
Development Institute, où elle dirige  
le programme Donors in a Post-Aid  
World, et associée au Trinity College  
de l'université de Toronto

**Pour une union économique  
nord-américaine**

PAR NOURIEL  
ROUBINI

Conseiller principal chez Hudson Bay  
Capital Management LP, est professeur  
à la Stern School of Business de l'Univer-  
sité de New York\*

**L'action climatique exige  
une fraternité mondiale**

PAR MIA AMOR  
MOTTLEY

Premier ministre et ministre des finances  
de la Barbade et lauréate du prix Zayed  
pour la fraternité humaine en 2025



# L'unique hôpital anti-cancer de Ghaza bombardé

## Des manœuvres pour ramener le Liban dans la spirale de la violence

**Vendredi, 4<sup>e</sup> jour de la reprise des bombardements contre Ghaza, avec le soutien clair et sans limite accordé par l'administration américaine, l'armée génocidaire israélienne a bombardé l'unique hôpital anti-cancer de l'enclave.**

Mohamed Mehdi

Il s'agit de l'hôpital de l'Amitié Turco-Palestinienne, construit en 2017, la seule structure hospitalière dédiée au traitement des patients en oncologie dans la bande de Ghaza, a annoncé vendredi un communiqué du ministère de la Santé de l'enclave. Le ministère a également précisé que l'hôpital, «situé dans le corridor de Netzarim, près de la rue Salah al-Din, avait servi de centre de commandement aux forces d'occupation lors de leur précédente offensive militaire» dans le centre et le nord de Ghaza. «Ce comportement criminel de l'occupation s'inscrit dans la lignée de la destruction systématique du système de santé et de l'achèvement des étapes du génocide à Ghaza», a ajouté le ministère de la Santé.

Pour le Mouvement Hamas, cet «acte sadique reflète la barbarie de l'occupant, qui persiste dans sa campagne génocidaire contre le peuple palestinien». «La destruction de l'hôpital, le seul à Ghaza à traiter des patients atteints de cancer, intervient après le feu vert accordé par l'administration américaine à l'occupation criminelle à poursuivre sa guerre d'extermination contre le peuple palestinien, au mépris total du droit international», ajoute le communiqué du Hamas publié sur Telegram.

### PRÈS DE 50.000 MARTYRS DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023

Par ailleurs, dans son rapport statistique quotidien, le ministère de la Santé a publié ce samedi une mise à jour du bilan total des victimes du génocide israélien à Ghaza depuis le 7 octobre 2023 qui «élève à 49.747 martyrs et 113.213 blessés».

Ce bilan comprend les victimes des précédentes 48 heures, à savoir 130 martyrs, dont 2 corps retrouvés sous les décombres, et 263 blessés transférés vers les hôpitaux de l'enclave. Le document note également que depuis la reprise à large échelle des bombardements israéliens sur Ghaza, le mardi 18 mars 2025, le nombre de victimes a atteint 634 martyrs et 1 172 blessés.

Samedi, les bombardements sionistes sur Ghaza ont fait plusieurs martyrs et des blessés dans les régions centre et nord de l'enclave. Dans le centre de Ghaza, l'artillerie israélienne a bombardé le nord du camp de Nuseirat en début de matinée. Des hélicoptères ont par la suite ciblé le camp de Bureij. En fin de matinée, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté le martyre de deux Palestiniens dans un bombardement israélien de la zone d'Al-Mughraqa, au nord du gouvernorat central de la bande de Ghaza. Dans le nord de Ghaza, les attaques d'hier ont visé plusieurs zones de la région de Beit Lahia. Les attaques ont commencé vers 8h (localement) par des tirs de l'artillerie sioniste. Toujours à Beit Lahia, les tirs d'artillerie ont repris à plusieurs reprises, en début d'après-midi. La première attaque qui a visé des tentes

de personnes déplacées a fait au moins deux martyrs et un blessé, a indiqué un correspondant d'Al Jazeera. Le journaliste a rapporté une deuxième attaque sur la même zone, faisant un martyr et un blessé. Toujours dans le nord de Ghaza, un autre bombardement israélien sur la région de Shaima a fait trois martyrs, dont une fille, et cinq autres blessés, a indiqué un correspondant d'Al Jazeera.

### LE HEZBOLLAH NIE TOUT LIEN AVEC LES TIRS DE ROQUETTES VERS ISRAËL

Samedi, en début de matinée, l'armée sioniste a annoncé avoir intercepté 3 missiles sur les 5 lancés depuis le Liban sur la région de Metulla, une zone frontalière dans le nord de la Palestine occupée, tandis que les 2 autres missiles ont atterri en territoire libanais. Le Hezbollah a nié tout lien avec les tirs de roquettes.

Il s'agit de la première attaque à partir du Liban depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu il y a plus de trois mois. Un cessez-le-feu qui n'a jamais été respecté par la partie sioniste qui continue, à ce jour, ses attaques sur différentes parties du sud Liban, sans que cela ne soit l'objet de critiques et de dénonciations de la part des États-Unis et des pays européens.

Immédiatement après l'interception des trois missiles, l'artillerie israélienne a bombardé les environs des villes de Yahmar et de Markaba au sud du Liban. Les attaques sionistes se sont poursuivies en début d'après-midi sur les villes de Toulain et Kafr Kila, toujours au sud du pays. Le ministère libanais de la Santé a déclaré que deux personnes avaient été blessées suite aux attaques israéliennes contre la ville de Kafr Kila. Vers 14h (localement) la Protection civile libanaise a annoncé le martyre de deux personnes et dix autres blessées lors d'un raid israélien sur la ville de Toulain. Le Premier ministre libanais Nawaf Salam a réagit en mettant en garde «contre les opérations militaires à la frontière sud car elles risquent d'entraîner le pays dans une nouvelle guerre», a-t-il déclaré, avant d'en appeler aux Nations Unies à «redoubler de pression internationale sur Israël pour qu'il se retire des territoires libanais occupés». En outre, dans un communiqué, la Présidence libanaise a estimé de son côté que «ce qui s'est produit dans le sud» constitue une «attaque prolongée contre le Liban», et a appelé l'armée libanaise «à contrôler toute violation ou négligence susceptible de menacer la nation» et a condamné les «tentatives visant à ramener le Liban dans la spirale de la violence». Le Hezbollah a nié toute implication dans le lancement de roquettes depuis le sud du Liban vers le nord de la Palestine occupée. Le parti a déclaré que les affirmations de l'ennemi israélien sont des prétextes pour poursuivre ses attaques contre le Liban, qui n'ont pas cessé depuis l'annonce du cessez-le-feu. Il a également affirmé son attachement à l'accord de cessez-le-feu et son soutien à l'État libanais face à la dangereuse escalade israélienne.

## Selon des médias français L'attitude de Retailleau envers l'Algérie «embarrasse» Macron

Le ministre de l'Intérieur français Bruno Retailleau "embarrasse" voire "agace" aussi bien le gouvernement que le président français, en raison de ses attaques contre l'Algérie, relèvent des médias français ayant interrogé un certain nombre de ministres et de hauts responsables.

Les agissements du ministre de l'Intérieur français font "grincer des dents, y compris à l'Elysée", assure la station de radio française RTL qui note que le fait que Bruno Retailleau s'arroge des prérogatives qui relèvent du ministère des Affaires étrangères ou même du président français commence à poser problème.

"On s'agace sur un point précis - et c'est un ami du chef de l'Etat qui le confie à RTL - Emmanuel Macron déteste qu'on empiète sur son domaine réservé. Le président de la République n'apprécie pas du tout que l'action d'un ministre déborde sur ses prérogatives : la diplomatie et en l'occurrence les relations diplomatiques avec l'Algérie", indique la chaîne de radio.

"Dans l'entourage du chef de l'Etat (français), on rappelle que c'est Emmanuel Macron qui a fixé l'agenda des relations avec l'Algérie (...) que c'est le président, pas le ministre de

l'Intérieur, qui gère la diplomatie", poursuit RTL. "Le palais présidentiel rappelle que ce ne sont pas les agendas des ministres ou leurs ambitions politiques qui doivent guider les relations avec un pays étranger. Un petit rappel un peu sec, comme si la volonté du ministre de l'Intérieur d'aller au bras de fer commençait à devenir un problème", signale la chaîne française.

Elle affirme clairement, par ailleurs, que Bruno Retailleau, à travers ses attitudes agressives vis-à-vis de l'Algérie, sert l'agenda politique de son parti et son ambition personnelle d'homme politique. "Bruno Retailleau est aussi un ministre de l'Intérieur en campagne" pour son parti Les Républicains. "Ne rien céder, aller au bras de fer, voilà ce qu'ont en tête les militants que Bruno Retailleau doit convaincre pour être élu président des Républicains", soutient RTL.

Le journal le Parisien fait lui aussi état de l'embarras du gouvernement français devant le comportement du ministre de l'Intérieur. "Dans les arcanes du pouvoir, le sujet, explosif, embarrasse", signale le journal.

"Je ne comprends pas la stratégie de Bruno Retailleau, confie un ministre. Il radicalise son discours pour

coller à l'opinion, mais il n'obtient aucun gain", indique le journal.

"L'intérêt de la France et de millions de ses citoyens ne peut être confisqué pour servir le congrès de LR. Nous voulons paix, respect et amitié réciproque", soutient le leader de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, également cité par le journal.

Le Parisien signale au passage que le l'Elysée n'avait pas été avisé au sujet de la mise en exécution des derniers OQTF (Ordre de quitter le territoire français) qui concernait des ressortissants algériens. Une initiative du ministre de l'Intérieur français, lui-même, semble-t-il.

"Macron était content de Retailleau au démarrage à Beauvau (siège du ministère de l'Intérieur). Mais il est agacé par le fait qu'il soit candidat à la présidence de LR. Et ça le rend dingue qu'il ouvre sa gueule sur l'Algérie", assure un proche du chef de l'Etat français, informe le Parisien.

"La stratégie de Bruno Retailleau est mortifère: on regarde notre ministre de l'Intérieur se prendre une gifle, une deuxième gifle, une troisième gifle et une quatrième par l'Algérie", déclare au journal, un autre responsable français qui a requis l'anonymat.

## ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**Aux frontières entre les Etats-Unis et le Mexique, les temps ne sont plus limités à la lutte contre le trafic de drogue**

**Deux fléaux contre lesquels l'administration américaine a mis en œuvre des plans colossaux en moyens humains et financiers, mais le fait est que le trafic au niveau des frontières a pris une nouvelle forme totalement inattendue, la contrebande des œufs. Ce n'est pas drôle, c'est même frappant comme tournure des événements qui ont pris de court toute la stratégie du président Trump et son long mur tout au long des frontières, renforcé par la présence des services de sécurité dans ces zones pour mettre en échec les tentatives d'immigration clandestine et d'introduction de la drogue dans le pays. Qui pouvait dire que l'Amérique qui veut retrouver sa grandeur tombe à ce niveau de la pénurie des œufs, ouvrant la voie grande aux contrebandiers pour introduire ce produit à partir du Mexique largement disponible et à des prix défiant toute concurrence. Les affaires dans les villes frontalières au sud des Etats-Unis sont maintenant liées au trafic des œufs. Une sévère pénurie des œufs aux Etats-Unis alimente ces derniers jours un phénomène inhabituel lié à la contrebande d'œufs du Mexique vers le territoire des Etats-Unis, où le Service des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis a enregistré une augmentation significative de ces opérations. La contrebande d'œufs a augmenté de 36% à l'échelle du pays et de 54% le long de la frontière du Texas. Ce phénomène est dû à la forte hausse des prix des œufs aux Etats-Unis, où le coût moyen de 12 œufs a atteint un niveau record d'environ 6 dollars, soit près du double du prix de l'année dernière. Dans certaines régions, le coût des œufs**

### La leçon des œufs

**dépassait 10 \$. En revanche, le prix des œufs au Mexique reste très bas, généralement moins de deux dollars, ce qui a incité certains Américains**

**vivant près de la frontière à acheter des œufs du Mexique et à les faire introduire clandestinement dans le pays. Selon les explications du gouvernement américain, la forte hausse des prix des œufs est due à une épidémie de grippe aviaire, qui a dévasté de nombreux élevages de volailles aux Etats-Unis, entraînant une réduction de l'offre et une augmentation des prix. C'est plausible comme explication, et il faut comprendre également qu'on a toujours besoin d'un plus petit que soi. La morale de ce phénomène incite à ne pas jouer le fort qui n'a besoin de rien des autres. Est-ce que cette leçon va donner à réfléchir au gouvernement américain concernant la hausse des droits de douane imposée à certains produits importés du Canada, de Chine, d'Europe et du Mexique, ce pays d'où les œufs font l'objet d'une forte hausse de la contrebande au niveau des villes frontalières, où les citoyens américains eux-mêmes s'adonnent à ce jeu inédit ? Pour remédier à ce problème, le gouvernement américain a annoncé son intention d'investir un milliard de dollars pour améliorer les mesures de biosécurité dans les fermes d'œufs, ainsi que l'importation des œufs de Turquie, d'où près de 16.000 tonnes d'œufs ont été expédiées pour aider à stabiliser le marché intérieur. Les Américains commencent à prendre conscience que le problème pourrait se répercuter sur de nouveaux défis dans la lutte contre la contrebande alimentaire. Il est vrai que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire aux Etats-Unis sont à des niveaux de haute compétitivité, mais on ne sait jamais avec la nature, l'imprévisible peut chambouler toutes les constances.**

De son côté, le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a déclaré que «Israël est l'unique bénéficiaire de l'entraînement du Liban et de la région dans la sphère de la grande explosion». Berri a appelé «l'armée libanaise, les autorités judiciaires et sécuritaires ainsi que le comité de surveillance du cessez-le-feu à révéler ce qui s'est passé dans le

sud», avant de rappeler que l'entité sioniste «avait violé la résolution 1701 et l'accord de cessez-le-feu plus de 1500 fois». Plus tard, l'armée libanaise a déclaré avoir trouvé trois plates-formes de missiles improvisées dans la zone située au nord du fleuve Litani, une région d'où les troupes du Hezbollah se sont totalement retirées depuis l'an-

nonce de la trêve. Par ailleurs, une source militaire libanaise a déclaré à Al Jazeera qu'une «enquête préliminaire» a montré que «les missiles lancés vers les territoires occupés étaient d'un modèle ancien», et qu'il n'existe «aucune donnée concluante sur l'identité de l'auteur des lancements de missiles».

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20  
**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail:** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Entre importation  
 et production locale

Deux prix  
 pour les moutons  
 de l'Aïd

L'Algérie compte importer un million de moutons pour l'Aïd El Adha pour cette année. Une décision qui a été prise et annoncée lors du Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, le 9 mars dernier.

M. Aziza

Le vice-président de la fédération nationale des éleveurs de bétail, Brahim Amrani, a salué la décision la qualifiant de «sage». Soulignant dans une déclaration faite au «Le Quotidien d'Oran» que cette décision permettra non seulement de répondre aux besoins, mais de protéger aussi le cheptel. Il dira qu'on aura en fait des moutons à deux prix (un pour les moutons importés et un autre pour le cheptel local). Précisant que «nous avons déjà vécu cette expérience avec l'importation de la viande rouge durant le mois de Ramadhan. La viande locale est cédée à un prix qui reste élevé (2.500 à 3.000 DA le kilo) et la viande importée à des prix moindres (entre 1.500 à 1.800 DA le kilo).

M. Amrani précise que l'importation d'un million de têtes de mouton est une «sage décision».

Il dira que les autorités ont tout prévu pour réussir cette opération. Et d'affirmer d'après mon opinion «ces têtes importées vont être destinées beaucoup plus au grands centres urbains, les villes du nord». Pour notre interlocuteur «cela va de soi, car les vil-

les des hauts plateaux ont leur propre production, il s'agit d'une zone productive». Et que la zone du littoral n'est pas spécialisée dans la production ovine. Et c'est tout à fait logique que les têtes importées vont être acheminés vers les villes du Nord.

Souhaitant, dit-il, que les citoyens trouvent les moyens pour l'acquisition de têtes de moutons pour accomplir le rite religieux.

Cette décision, ajoute notre interlocuteur, va nous permettre d'éviter l'abattage des femelles et par ricochet va nous permettre d'éviter la destruction de l'unité de production qu'elle soit brebis ou chèvre.

Et d'ouvrir une parenthèse que la quantité de mouton qui va être importée n'est pas à un niveau qui va satisfaire tous les besoins des citoyens, mais cette quantité pourra ainsi répondre aux besoins des villes du Nord, là où il y a une forte consommation.

Et de souligner que «l'Etat a fait d'énormes efforts pour protéger la production nationale, mais nous en tant que fédération des éleveurs, nous demandons plus, c'est d'interdire carrément l'abattage des femelles à travers l'en-semble des abattoirs».

In Guezzam

Deux terroristes  
 de nationalité étrangère  
 abattus

Deux (2) terroristes de nationalité étrangère ayant franchi illégalement les frontières nationales ont été abattus, vendredi à In Guezzam, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des détachements de l'Armée nationale populaire relevant du Secteur opérationnel d'In Guezzam (6e Région militaire) ont abattu, hier 21 mars 2025, deux (2) terroristes de nationali-

té étrangère ayant franchi illégalement les frontières nationales, permettant ainsi de récupérer un (1) fusil à lunette, trois (3) chargeurs, une quantité importante de munitions, un (1) téléphone satellite Thuraya, un (1) véhicule tout-terrain, ainsi que d'autres effets», précise la même source.

«Cette opération qui vient s'ajouter à l'ensemble des résultats concrétisés sur le terrain, réitère la grande vigilance et la ferme détermination des Forces de l'ANP à protéger nos frontières nationales contre toute tentative d'intrusion», ajoute le communiqué.

Ministère de la Justice

Les détenus et leurs familles pourront  
 communiquer par vidéoconférence

Le ministère de la Justice a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, d'un nouveau système de visites par vidéoconférence en faveur des détenus.

«Ce nouveau système permettant aux détenus de communiquer avec leurs proches par le son et l'image sera appliqué progressivement et

concernera, dans un premier temps, les tribunaux du sud avant sa généralisation à toutes les juridictions à l'avenir», précise le communiqué.

Le ministère «invite les proches de détenus résidant dans le sud et souhaitant bénéficier de cette procédure à se rapprocher des juridictions pour obtenir les informations nécessaires».

Cette mesure, qui vient appuyer les efforts de réinsertion sociale des détenus, vise à «préserver les liens entre ces derniers et leurs familles, qui peinent souvent à se rendre aux établissements pénitentiaires éloignés de leurs domiciles pour des raisons de santé ou à cause de l'âge avancé de certains parents et de la difficulté à se déplacer».

Raïna  
 Raïkoun

El yazid Dib

Ghaza, jusqu'à quand ?

Rien ne semble venir arrêter la folie d'un homme. Pas même la moindre conscience humaine. Ni la morale universelle, ni le Droit international, ni encore ceux qui regardent se faire le crime, n'ont eu à bouger le petit doigt. Cet occident qui se dit bien ancré dans le socle de la liberté des peuples et des droits de l'homme, il le regarde tuer sans rougir, malgré tout. Personne n'a eu ce courage de le sommer sérieusement à cesser le massacre. Aucune mesure de coercition politique ou économique. Nulle initiative de tempérer sa criminalité. C'est par-devant ce silence complaisant, sinon complice que se perpétue l'abominable. L'inhumain.

Il ne vaincra pas, en somme la volonté d'un peuple. Il n'aura à remporter aucune bataille, sauf celle d'avoir défié les annales de l'histoire pour s'y inscrire comme le plus horrible et abominable des hommes. Le plus sanguinaire. Il peut, toutefois, faire taire les canons d'El Kassam, désamorcer les missiles de Hamas et ruiner une terre, sans pour autant en arriver à arracher l'homme de sa terre. Cela fait moins d'un siècle qu'il croit gagner une guerre après l'autre. On ne crie pas victoire juste à faire disparaître une journée de combattants. La résistance est un combustible qui peut perdre un temps sa flamme, mais ne s'éteint jamais. Il y a toujours des braises ardentes même sous un feu que l'on prend pour définitivement éteint.

C'est tout à fait vrai et très clair que c'est Trump qui seul, possède la clé de fermer l'épisode incessant

Lutte antiacridienne

La situation est "maîtrisée"

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a affirmé, samedi à Alger, que la situation relative aux essaims de criquets récemment apparus dans certaines zones frontalières du sud du pays n'était "pas inquiétante" et était "maîtrisée".

Intervenant en marge d'une cérémonie célébrant la Journée mondiale de l'eau, organisée au Palais des expositions, M. Cherfa a déclaré à l'APS que "concernant l'évolution de la lutte antiacridienne, nous avons constaté quelques apparitions de criquets au niveau de certaines wilayas, il n'y a pas de situation inquiétante actuellement. La situation est maîtrisée".

Le ministre a précisé qu'un dispo-

sitif renforcé de lutte avait été mis en place contre le criquet pèlerin, incluant notamment une lutte aérienne menée par des avions de Tassili Airlines et du ministère de la Défense nationale, ainsi qu'un dispositif de surveillance par drones.

"Nous avons déployé un parc de drones qui assure actuellement la surveillance. Nous avons également mobilisé plus de 1,2 million de litres de pesticides et tous les moyens d'intervention nécessaires", a-t-il indiqué, insistant sur le fait qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter à ce sujet.

Expliquant que le dispositif mis en place visait aussi à intervenir dès l'apparition de tout foyer, le ministre a assuré que "les services concernés

restent constamment vigilants, notamment dans les régions d'Illizi, d'Ouargla, ainsi que dans quelques points dans les wilayas d'El Oued et de Biskra".

Dans le cadre du suivi de lutte contre les criquets, le Gouvernement avait entendu mercredi, lors de sa réunion hebdomadaire, une communication sur la situation de la propagation des criquets dans certaines régions frontalières du sud du pays et les mesures prises pour "mettre en œuvre rapidement et efficacement le dispositif de prévention et de lutte contre ce phénomène", à travers "la mobilisation de tous les secteurs concernés en coopération avec les pays voisins concernés".

Entreprises confisquées par décisions de justice

Les modalités d'annulation  
 des dettes fiscales fixées

Les modalités d'annulation des dettes fiscales des entreprises confisquées par décision de justice définitive, ont été fixées par un arrêté paru au dernier journal officiel (JO). Selon l'arrêté signé par le ministre des Finances, «les dettes fiscales non acquittées des entreprises confisquées par décision de justice définitive, constituées des droits simples, pénalités et les sanctions fiscales rattachées à ces droits, sont annulées».

L'annulation des dettes fiscales des entreprises confisquées consiste en la suppression du montant des droits simples ainsi que des sanctions fiscales y afférentes, quelle que soit leur nature. Lorsque la décision de justice porte sur la confiscation partielle des biens et avoirs d'une personne physique ou morale, il est procédé à l'annulation des dettes fiscales au prorata du montant de la valeur des biens et avoirs confisqués.

Ces dettes sont annulées par le directeur des grandes entreprises ou le directeur des impôts de wilaya, selon le cas, chacun dans le domaine de sa compétence respective, à l'initiative du receveur des impôts, responsable du recouvrement de la dette fiscale, à l'appui des pièces justificatives versées aux dossiers fiscaux de ces entreprises. Les services concernés de la direction générale des impôts sont chargés de l'exécution des dispositions de l'arrêté.



## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE NAAMA

## DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF 40 80 15 00 00 45 011

## OBJET:

Avis D'appel D'offre National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N°08/2025

La direction des travaux publics de la wilaya de NAAMA lance un avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence des capacités minimales pour l'exécution destravaux de :

Reconstruction d'un ouvrage d'art sur cw 05 PK17+600 oued rtem avec raccordement de la route

Projet:

Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art sur cw 05 PK17+600 oued rtem

Seules les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres ayant le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Publics ;

Désignation des lots	Conditions d'éligibilité
Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art sur cw 05 PK17+600 oued rtem	-Capacités professionnelles : Le soumissionnaire doit être classé à la catégorie Six (VI) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis . -Avoir déjà réalisé au moins un projet de même nature ou similaire d'un ouvrage d'art (pont poutre, dalot , passage supérieur ou inférieur) Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maitre d'ouvrage public). -Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de80.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20

## Cas d'un groupement

Le chef de file doit être classé à la catégorie Six (VI) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis.

Et les autres membres doivent avoir au moins la catégorie quatre (IV) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis.

L'un des membres de groupement doit :

Avoir déjà réalisé au moins un projet de même nature ou similaire d'un ouvrage d'art (pont poutre, dalot , passage supérieur ou inférieur) Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maitre d'ouvrage public).

Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de80.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20.

NB: L'offre doit comporter un protocole d'accord, signer par les membres du groupement solidaire (Y/C le chef de file) pour la réalisation du projet et précisant, le mandataire, et la forme de groupement établi pour l'exécution du projet et dans le cas où le groupement est attributaire le protocole de groupement sera notarié

-Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de NAAMA,

Bureau des marchés -

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention 'dossier de candidature, ' offre technique ' offre Financière, selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme.

## -Le dossier de candidature

1. Déclaration de candidature (remplie, signée, cachetée et datée)
2. Déclaration de probité (remplie, signée, cachetée et datée)
3. Statut de l'entreprise en cas de société (en cas de groupement chaque membre doit remettre son propre statut).
4. Le protocole d'accord (dans le cas où l'offre serait faite par un groupement d'entreprises). Il est impératif d'indiquer les prestations et le taux de participation de chaque entreprise.
5. Pouvoir de signature dans le cas où le signataire de la soumission est autre que le premier responsable de l'entreprise ;
6. Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

## 7. Capacités professionnelles

Certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur, catégorie Six (VI) ou plus travaux publics comme activité principale pour le soumissionnaire seul, et le mandataire en cas de groupement, les autres membres du groupement il est exigé un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité catégorie Quatre(IV) ou plus et comme activité principale travaux publics

## 8. Capacités financières

-Copie du bilan des trois meilleures années durant les des cinq dernières années ou C20 dûment approuvé, par les Service des impôts

-Relevé d'identité bancaire « RIB »

- Attestation de solvabilité

## 9. Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles :

- liste des moyens humains et matériels visée
- Références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.
- Numéro d'identification fiscale « NIF »
- Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivré par les antennes locales du centre nationale du registre de commerce, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale..
- Attestation de mise à jour CNAS en cours de validité
- Attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité
- Attestation de mise à jour CACOBATH en cours de validité
- Copie du Registre de commerce électronique de soumissionnaire.
- Casier judiciaire du signataire de la soumission en cour de validité (moins de 03 mois);
- Extrait de rôles de moins de trois(03) mois, apuré ou avec échéancier

## 2.L'offre technique

## L'offre technique qui sera composée de:

L'offre technique comprend :

1. Déclaration à souscrire (selon modèle), remplie, signée, cachetée datée par le soumissionnaire ;
2. - Le Cahier de charges paraphés par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté »
3. - Mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie,signée, cachetée et datée) :

-Liste des Moyens humains affecté au projet justifié par :

- Des diplômes ou attestation de réussite et l'expérience sera justifiée par les attestations et/ou certificats de travail, des attestations d'affiliation CNAS, délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis.

-Liste des moyens matériels à engager pour l'exécution du projet justifiée par

-Pour le matériel roulant justifié par (Carte grises ou récépissé de circulation)+ assurance en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

-Pour le matériel non roulant justifié par la facture d'achat ou PV d'huissier de justice daté d'une année ou moins le jour de l'ouverture des plis.

-Le cas de location n'est pas prévu.

-liste des références professionnelles de l'entreprise justifié par :

- des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.

- Chiffre d'affaire moyenne de l'entreprise des trois dernières années justifié par :

- Copie du bilan financier de l'entreprise :Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années ou C20(visé par les services d'impôts)

-Etat de renseignement de l'entreprise.

-mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire)

- NB :Toute offre non accompagnée d'un mémoire technique justificatif(Non remplie, Non cacheté et Non signé), sera rejetée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour non-conformité au dossier d'appel d'offres.

4. Méthodologie du travail par rapport aux moyens humains et matériels.

5. Planning d'exécution détaillé des travaux.

NB : En tout état de causes, sont exclus de la demande de complément tous documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres et la mémoire

technique justificatif signé par les soumissionnaires

## 3.L'offre financière

## L'offre financière qui sera composée de:

- Lettre de Soumission (remplie, signée, cachetée et datée).
- Bordereau des prix unitaires (remplie, signé, cacheté et daté).
- Détail quantitatif et estimatif (remplie, signé, cacheté et daté).

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comportera la mention suivante :

**Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°08/2025**

Reconstruction d'un ouvrage d'art sur cw 05 PK17+600 oued rtem avec raccordement de la route

Projet:

Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art sur cw 05 PK17+600 oued rtem

La durée de préparation des offres est quinze jours (15) jours et commence à courir à partir de la 1ère parution de l'avis de publication dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse nationale.

Le dernier jour et l'heure limite de préparation des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis s'effectuera le même jour de la date de dépôt des offres, à 13 Heures en séance publique, au siège de la direction des Travaux Publics de la wilaya de NAAMA (Les soumissionnaires sont invités à y assister).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation de l'offre augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE NAAMA

## DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF 40 80 15 00 00 45 011

## OBJET:

Avis D'appel D'offre National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N°10/ 2025

La direction des travaux publics de la wilaya de NAAMA lance un avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence des capacités minimales pour l'exécution destravaux de :

Reconstruction d'un ouvrage d'art d'assainissement à oued Iharmel sur RN 22 AU pk 183+300

Projet:

Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art d'assainissement à oued Iharmel sur RN 22 AU pk 183+300

Seules les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres ayant le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Publics ;

Désignation des lots	Conditions d'éligibilité
Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art d'assainissement à oued Iharmel sur RN 22 AU pk 183+300	-Capacités professionnelles : Le soumissionnaire doit être classé à la catégorie Six (VI) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis . -Avoir déjà réalisé au moins un projet de même nature ou similaire d'un ouvrage d'art (pont poutre, dalot , passage supérieur ou inférieur) Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maitre d'ouvrage public). -Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de80.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20

## Cas d'un groupement

Le chef de file doit être classé à la catégorie Six (VI) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis.

Et les autres membres doivent avoir au moins la catégorie quatre (IV) ou plus Activité principale Travaux Publics, et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis.

L'un des membres de groupement doit :

-Avoir déjà réalisé au moins un projet de même nature ou similaire d'un ouvrage d'art (pont poutre, dalot , passage supérieur ou inférieur)

Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maitre d'ouvrage public).

Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de80.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20.

NB: L'offre doit comporter un protocole d'accord, signer par les membres du groupement solidaire (Y/C le chef de file) pour la réalisation du projet et précisant, le mandataire, et la forme de groupement établi pour l'exécution du projet et dans le cas où le groupement est attributaire le protocole de groupement sera notarié

-Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de NAAMA,

Bureau des marchés -

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention 'dossier de candidature, ' offre technique ' offre Financière, selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme.

## -Le dossier de candidature

1. Déclaration de candidature (remplie, signée, cachetée et datée)
2. Déclaration de probité (remplie, signée, cachetée et datée)
3. Statut de l'entreprise en cas de société (en cas de groupement chaque membre doit remettre son propre statut).
4. Le protocole d'accord (dans le cas où l'offre serait faite par un groupement d'entreprises). Il est impératif d'indiquer les prestations et le taux de participation de chaque entreprise.
5. Pouvoir de signature dans le cas où le signataire de la soumission est autre que le premier responsable de l'entreprise ;
6. Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

## 7. Capacités professionnelles

Certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur, catégorie Six (VI) ou plus travaux publics comme activité principale pour le soumissionnaire seul, et le mandataire en cas de groupement, les autres membres du groupement il est exigé un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité catégorie Quatre(IV) ou plus et comme activité principale travaux publics

## 8. Capacités financières

-Copie du bilan des trois meilleures années durant les des cinq dernières années ou C20 dûment approuvé, par les Service des impôts

-Relevé d'identité bancaire « RIB »

- Attestation de solvabilité

## 9. Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles :

- liste des moyens humains et matériels visée
- Références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.
- Numéro d'identification fiscale « NIF »
- Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivré par les antennes locales du centre nationale du registre de commerce, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale..
- Attestation de mise à jour CNAS en cours de validité
- Attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité
- Attestation de mise à jour CACOBATH en cours de validité
- Copie du Registre de commerce électronique de soumissionnaire.
- Casier judiciaire du signataire de la soumission en cour de validité (moins de 03 mois);
- Extrait de rôles de moins de trois(03) mois, apuré ou avec échéancier

## 2.L'offre technique

## L'offre technique qui sera composée de:

L'offre technique comprend :

1. Déclaration à souscrire (selon modèle), remplie, signée, cachetée datée par le soumissionnaire ;
2. - Le Cahier de charges paraphés par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté »
3. - Mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie,signée, cachetée et datée) :

-Liste des Moyens humains affecté au projet justifié par :

- Des diplômes ou attestation de réussite et l'expérience sera justifiée par les attestations et/ou certificats de travail, des attestations d'affiliation CNAS, délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis.

-Liste des moyens matériels à engager pour l'exécution du projet justifiée par

-Pour le matériel roulant justifié par (Carte grises ou récépissé de circulation)+ assurance en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

-Pour le matériel non roulant justifié par la facture d'achat ou PV d'huissier de justice daté d'une année ou moins le jour de l'ouverture des plis.

-Le cas de location n'est pas prévu.

-liste des références professionnelles de l'entreprise justifié par :

- des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.

- Chiffre d'affaire moyenne de l'entreprise des trois dernières années justifié par :

- Copie du bilan financier de l'entreprise :Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années ou C20(visé par les services d'impôts)

-Etat de renseignement de l'entreprise.

-mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire)

- NB :Toute offre non accompagnée d'un mémoire technique justificatif(Non remplie, Non cacheté et Non signé), sera rejetée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour non-conformité au dossier d'appel d'offres.

4. Méthodologie du travail par rapport aux moyens humains et matériels.

5. Planning d'exécution détaillé des travaux.

NB : En tout état de causes, sont exclus de la demande de complément tous documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres et la mémoire technique justificatif signé par les soumissionnaires

## 3.L'offre financière

## L'offre financière qui sera composée de:

- Lettre de Soumission (remplie, signée, cachetée et datée).
- Bordereau des prix unitaires (remplie, signé, cacheté et daté).
- Détail quantitatif et estimatif (remplie, signé, cacheté et daté).

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comportera la mention suivante :

**Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°10/2025**

Reconstruction d'un ouvrage d'art d'assainissement à oued Iharmel sur RN 22 AU pk 183+300

Projet:

Lot N° 01 : Reconstruction d'un ouvrage d'art d'assainissement à oued Iharmel sur RN 22 AU pk 183+300

La durée de préparation des offres est quinze jours (15) jours et commence à courir à partir de la 1ère parution de l'avis de publication dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse nationale.

Le dernier jour et l'heure limite de préparation des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis s'effectuera le même jour de la date de dépôt des offres, à 13 Heures en séance publique, au siège de la direction des Travaux Publics de la wilaya de NAAMA (Les soumissionnaires sont invités à y assister).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée équivalente à la durée de préparation de l'offre augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres



Au Liban  
Des Alaouites  
encore traumatisés  
par les tueries en Syrie

Quand il est arrivé au Liban début mars pour échapper aux massacres dans son pays, Zoulfikar Ali, un Alaouite syrien, fuyait la mort pour la deuxième fois.



Dans la localité de Masaoudiyeh dans le nord du Liban, M. Ali raconte comment des hommes armés ont débarqué dans un village de la province de Lattaquié, théâtre début mars de massacres de membres de la minorité musulmane alaouite. «Ils ne parlaient même pas l'arabe. Ils savaient juste dire: des Alaouites, des porcs, tuez-les», raconte ce père de deux enfants, réfugié avec sa famille dans une école. Plus de 1.600 civils, la plupart des Alaouites, ont été tués début mars selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) dans des massacres dans des régions de l'ouest de la Syrie, où est concentrée cette minorité dont est issu le président déchu Bachar al-Assad.

Ils ont eu lieu après des attaques sanglantes de partisans de l'ancien pouvoir contre les forces de sécurité. Ces dernières, des groupes qui leur sont alliés et des jihadistes étrangers ont été pointés du doigt dans le bain de sang. Mais avant ces tueries, les Alaouites avaient été déjà visés dès le renversement le 8 décembre de Bachar al-Assad par des groupes rebelles islamistes sunnites, raconte Zoulfikar Ali, 47 ans. Ce propriétaire d'un magasin de téléphone mobile avait déjà fui en janvier sa ville de Homs (centre), où il vivait dans un quartier alaouite, après une attaque menée selon lui par des membres des forces de sécurité. «Ils ont tiré sur mes deux frères et les ont tués devant moi. Ils ont tiré sur moi et m'ont cru mort», raconte cet homme qui marche encore à l'aide de béquilles. De Homs, il a fui dans la province de Lattaquié, avant de trouver refuge au Liban voisin.

**«QUEL AVENIR NOUS ATTEND?»**  
Près de 16.000 civils se sont réfugiés dans le nord du Liban, selon les autorités, notamment dans des villages à majorité alaouites comme Masaoudiyeh. Ils viennent s'ajouter aux quelque 1,5 million de Syriens qui avaient fui la guerre civile dans leur pays avant la chute du pouvoir Assad, d'après les données officielles libanaises. Selon le maire de Masaoudiyeh, Ali Ahmed al-Ali, la localité

qui compte quelque 10.000 habitants a du mal à faire face à l'afflux de 2.500 réfugiés et ses capacités d'accueil sont «saturées». Comme Zoulfikar Ali, beaucoup disent que les violences ont commencé bien avant les massacres du début mars.

Samir Hussein Ismail, un agriculteur de 53 ans, affirme que son petit village d'Arzeh, dans la province de Hama (centre), a été attaqué fin janvier et neuf personnes y ont été tuées. Il s'est enfui seul au Liban, et sa famille l'a suivi après de nouvelles attaques à Arzeh le 7 mars.

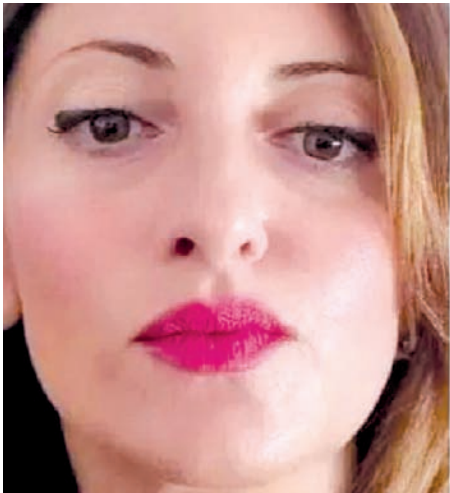
Des groupes armés «sont venus dans mon village à nouveau le 7 mars», dit-il dans la salle de classe où sont logées deux familles de dix personnes. Plus de 30 hommes de son village ont été tués, parmi lesquels six de ses cousins, raconte-t-il en pleurant. «Quel avenir nous attend? Nous avons fui l'enfer!»

**«PERSONNE N'OSAIT SORTIR»**  
De nombreux réfugiés interrogés par l'AFP décrivent les massacres perpétrés dans leurs localités, où des hommes ont été emmenés, alignés contre le mur et abattus disent-ils. Certains affirment que les assaillants reconnaissaient les alaouites à leur accent.

La plupart des témoins interrogés réclament une «protection internationale» pour pouvoir rentrer chez eux. Mariam est arrivée au Liban la semaine dernière avec son fils, une semaine après que son mari, un ex-militaire, a été tué. Elle a fui sa ville d'Al-Qabou dans la province de Homs à pied, traversant comme beaucoup de réfugiés la rivière Al-Kabir séparant le Liban de la Syrie.

«Ils nous ont attaqués à Al-Qabou. Les gens ont commencé à fuir», déclare-t-elle depuis la mosquée de Masaoudiyeh où elle s'est installée avec des dizaines d'autres personnes. Elle raconte comment les hommes armés «ont encerclé la ville. Personne n'osait sortir pour chercher un morceau de pain». Son mari, qui a tenté de fuir, a été abattu: «Nous n'osons même plus dire que nous sommes alaouites».

Corruption au Parlement européen  
Une arrestation  
en Italie dans l'affaire Huawei



La collaboratrice d'un eurodéputé italien a été arrêtée mercredi près de Naples, selon une source policière, à la demande de la justice belge qui enquête sur l'entreprise chinoise Huawei et des soupçons de corruption au Parlement européen.

Lucia Simeone, assistante parlementaire du député européen de Forza Italia et du PPE (droite) Fulvio Martusciello, a été interpellée lors d'un contrôle de routine de la police italienne, en raison d'un mandat d'arrêt européen émis par la Belgique. La justice belge enquête sur des lobbyistes actifs pour Huawei et des assistants parlementaires soupçonnés d'avoir relayé des demandes d'intervention auprès d'eurodéputés.

Incarcérée à Naples, Lucia Simeone doit être présentée à la justice italienne dans les prochains jours. En Belgique, cinq personnes ont été inculpées pour corruption active ou blanchiment dans le cadre de cette affaire, après une série d'interpellations et de perquisitions les 13 et 17 mars. Des scellés avaient été placés sur les portes de plusieurs bureaux utilisés par des assistants parlementaires à la fois à Bruxelles et à Strasbourg, dont l'un occupé par l'équipe de Fulvio

Martusciello. En France, une personne a également été interpellée le 13 mars, après que l'office anti-stupéfiants (Ofast) a signalé sa présence dans un hôtel de luxe. Ce consultant portugais a accepté d'être remis à la Belgique dans les jours qui viennent. La justice belge le réclame pour des soupçons de «faits de corruption ou tentative de corruption d'agents et d'élus européens au profit de la société Huawei dans le cadre du développement de la 5G», a indiqué une magistrate française. L'enquête belge porte sur une potentielle corruption pratiquée «régulièrement» et «très discrètement» depuis 2021, «sous couvert de lobbying commercial» et en prenant différentes formes, comme des rémunérations de prises de positions politiques ou encore «des cadeaux démesurés» comme des frais de bouche, de voyage, ou des invitations régulières à des matches de football. La firme avait réagi en affirmant à l'AFP avoir une politique de «tolérance zéro» envers la corruption. «Huawei prend ces allégations au sérieux et communiquera de manière urgente avec les enquêteurs pour mieux comprendre la situation», a indiqué un porte-parole de l'entreprise.

Publicité

**L'Office public de Maître HAMIDI Majdoub**  
**Huissier de Justice auprès du Tribunal de Mostaganem**  
**Adresse : n° 97 Etage n°3, Avenue Mohamed Khemisti Mostaganem**  
**N° du Mobile: 06-57-81-18-96**

**AVIS DE LA MISE EN LOCATION DU MARCHE DE GROS DES FRUITS ET LEGUMES PAR VOIE D'ENCHERES PUBLIQUES AVEC SOUMISSIONS CACHETEES**

- Maître HAMIDI Majdoub informe le public de l'avis de la mise en location du marché de Gros des Fruits et Légumes, propriété de la commune de Sayada, pour une période de trois (03) années non renouvelables par voie d'enchères publiques, avec soumissions cachetées, Jeudi 03 Avril 2025 à onze heures (11h00) au siège de la Mairie de Sayada.

La mise à prix annuelle est fixée à 207.240.000,00 DA (Deux cents sept millions deux cents quarante mille dinars algériens).

La surenchère est fixée à 2.000.000,00 DA (Deux millions de dinars algériens).

**Le dossier doit être accompagné des pièces réglementaires suivantes :**

- 1- Cahier de charges dûment rempli, signé et cacheté.
- 2- Déclaration de probité remplie, signée, datée et cachetée.
- 3- Le soumissionnaire doit avoir accompli l'âge de 19 ans, le jour de l'enchère publique.
- 4- Une copie de Registre de commerce électronique (RCE), portant le code d'activité de gestion des marchés de gros des fruits et légumes.
- 5- Statut de l'entreprise.
- 6- Certificat de non inscription au Fichier national des Fraudeurs.
- 7- Certificat médical délivré par un médecin spécialiste attestant de la bonne santé mentale du soumissionnaire.
- 8- Bilan fiscal des trois dernières années.
- 9- Extrait de rôles avec mention néant ou du calendrier de paiement avec au moins 30 % du total des dettes payées.
- 10- Relevé d'identité bancaire (RIB).
- 11- Caution bancaire ou un chèque bancaire visé par la banque représentant le cautionnement provisoire de la valeur de 11% de la mise à prix.
- 12- Une attestation d'affiliation à la Caisse des Assurances des non salariés valide (CASNOS).
- 13- Une copie de carte nationale d'identité.
- 14- Fiche de résidence.

**N.B :** Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges du bureau de l'Huissier de justice tous les jours ouvrables contre paiement de 20.000,00 DA (Vingt mille dinars algériens).

- Mercredi 02 avril 2025 est le dernier jour pour déposer le dossier complet de participation au bureau de l'Huissier de justice.

- L'huissier de justice conservera les dossiers des enchérisseurs participant à la procédure de location aux enchères publiques.

- Les soumissions cachetées doivent être déposées auprès du l'Huissier de justice au siège de la Mairie de Sayada Jeudi 03 avril 2025, avant le début de l'opération de location aux enchères publiques à onze heures (11h00).

**L'Huissier de Justice**



Bordj Bou Arreridj

## Un nouveau programme de logements

*La wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié, au titre de l'exercice 2025 en cours, d'un nouveau programme d'habitat constitué de 4.700 unités relevant des différentes formules, réparties sur l'ensemble des communes, a indiqué, dernièrement, le wali, Kamel Nouicer.*

Le chef de l'exécutif local, accompagné des autorités locales civiles et militaires et de membres de la famille révolutionnaire, a précisé, en marge du lancement de plusieurs projets d'habitat et de développement, dans le cadre de la célébration du 63ème anniversaire de la Fête de la Victoire (19 mars), que la «part du lion» revient à la commune de Bordj Bou Arreridj qui a bénéficié d'environ 40 % de ce programme.

Le wali a part ailleurs fait savoir que 1.800 logements publics locatifs (LPL) seront distribués «prochainement» en deux phases (1.100 puis 700 logements).

Pour rappel, le wali a présidé une cérémonie de pose de la première pierre de 60 logements sociaux, le long du lotissement Ould-Slimane, de 60 autres sur la route d'El Anasser, d'une polyclinique à la cité des 1.000 logements, de 166 logements publics locatifs sur la route de Bordj Zemmourah et 340 autres dans la zone d'Ain Soltane.



Oum El Bouaghi

## Un projet de logements lancé

Au total, 117 foyers de deux localités reculées de la commune de Berriche ont été raccordés jeudi aux réseaux d'électricité et de gaz.

Il s'agit du raccordement de 53 foyers de la mechta Leghdir au réseau d'électricité agricole pour

un coût de plus de 35 millions DA, selon les explications donnée au wali, Benabdallah Chaib Eddour qui a présidé la commémoration en présence des autorités locales civiles et sécuritaires.

Pas moins de 64 foyers de la mechta Gabel Lehdeb de la

même commune ont été raccordés au réseau de gaz naturel pour une enveloppe financière de plus de 27 millions DA dégagée du programme de raccordement des localités reculées en électricité et gaz naturel. Par ailleurs, il a été procédé au lancement des

travaux de plusieurs projets du secteur de l'habitat dont deux portant sur la réalisation de 140 logements promotionnels libres au chef-lieu de wilaya et un autre sur la réalisation d'un silo à céréales à mechta Boudehana dans la commune de Berriche.

Tébessa

## Un autre atout pour le tourisme

Le ministère de la Culture et des Arts a engagé un large processus pour l'inscription de plusieurs sites archéologiques dans différentes wilayas, dont Tébessa, sur la liste indicative du patrimoine mondial en Algérie, selon M. Salah Amokrane, cadre de ce ministère. M. Salah Amokrane, chargé d'études et de synthèse, a souligné, au cours d'un atelier participatif dédié à cette question, organisé au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), que le ministère de la Culture et des Arts entend «saisir l'opportunité de l'opération d'actualisation de la liste indicative du patrimoine mondial en Algérie pour y inclure de nouveaux sites, y compris le patrimoine archéologique de Tébessa, comme recommandé par l'UNESCO».

Le même responsable a ajouté que l'organisation de cet atelier

participatif «constitue un premier pas sur le chemin de l'intégration du patrimoine de la ville de Tébessa et ses monuments archéologiques dans la liste indicative du patrimoine mondial en Algérie». D'autant, a-t-il ajouté, que le chef-lieu de cette wilaya «se singularise par la présence de sites archéologiques à l'intérieur du périmètre urbain, nécessitant d'être valorisés et promus».

De son côté, le wali de Tébessa, M. Ahmed Belhaddad, a rappelé que la wilaya compte 24 sites archéologiques et six monuments archéologiques, en l'occurrence la muraille Byzantine, l'Arc de triomphe de Caracalla, le temple de Minerve, le théâtre, la basilique Sainte-Crispine et le temple Romain, au niveau national, en plus de plusieurs sites non classés et d'autres qui restent à découvrir.

Il a indiqué que des efforts étaient actuellement déployés pour l'inscription de ces monuments sur la liste indicative du patrimoine mondial en l'Algérie, ce qui permettrait, selon lui, de «préserver l'identité culturelle de la wilaya qui a connu, depuis la préhistoire, plusieurs civilisations à savoir Romaine et Byzantine, outre les Vandales et autres », ainsi que de «relancer le mouvement touristique, culturel et économique en attirant des touristes étrangers ».

Le directeur de wilaya de la culture et des arts, Djamel-Eddine Abadi, a indiqué, pour sa part, que l'organisation de cet atelier participatif sera sanctionné par un ensemble de recommandations et à l'élaboration d'un plan d'action pour définir les objectifs qui permettront l'inscription de ces monuments sur la liste du patrimoine

mondial en Algérie. Il a ajouté que l'atelier sera suivi d'une série de réunions consultatives et d'ateliers techniques qui regrouperont tous les parties concernées et des spécialistes du domaine pour renforcer et étayer le dossier technique devant être soumis aux autorités compétentes.

La rencontre a donné lieu à des communications consacrées au patrimoine archéologique de la ville de Tébessa, à la présentation, par l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEB) d'un plan de protection du patrimoine, et à un débat autour des moyens de développer le tourisme culturel en mettant en relief le rôle des autorités locales et des habitants de la wilaya dans l'effort de préservation des sites et monuments archéologiques.

Constantine

## Un mort et 7 blessés dans des accidents de la route

Six (6) personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi à la zone d'activité Ali-Mendjeli à Constantine, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Il s'agit d'une collision entre

deux véhicules de tourisme, causant des blessures de divers degrés à 6 personnes âgées entre 3 et 45 ans, a précisé la cellule d'information et de communication de ce corps constitué.

Les victimes qui ont été secou-

rées sur place par des médecins pompiers ont été évacuées vers le service des urgences médicales de l'établissement public hospitalier (EPH) Abdelkader-Bencherif de la même ville, pour les soins nécessaires, a-t-on indiqué.

Vendredi soir, deux (2) accidents de la route ont été signalés dans les communes d'Ouled Rahmoune et de Didouche Mourad, provoquant le décès d'un jeune hom-

me âgé de 20 ans et des blessures à un homme âgé de 48 ans.

Des enquêtes ont été ouvertes par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ces incidents.

Béjaïa

## Extinction de six foyers d'incendie

Six foyers d'incendie ont été éteints ces dernières 24 heures dans la wilaya de Béjaïa, qui se sont déclarés dans des zones boisées et des maquis de broussaille, sans faire de dégâts sur le couvert végétal, a indiqué vendredi la Protection civile. Ces feux ont eu lieu jeudi sur le mont Gouraya à la périphérie Nord-Est du chef-lieu, à Sidi-Aich, dans une zone boisée, et à la périphérie de la ville, à Adekar, à «Takouba» dans la circonscription de Tichy, à Aokas et à Tizi-N-Berbère, toutes trois situées sur le flanc oriental de la wilaya, selon la même source. Les fortes chaleurs qui ont caractérisé la wilaya durant la journée de jeudi, ont été à l'origine des feux exacerbés par les vents qui ont commencé à souffler dès l'après-midi, a fait savoir la Protection civile.

Djelfa

## Plus de 250 opérations chirurgicales bénévoles réalisées

Plus de 250 opérations chirurgicales bénévoles ont été réalisées lors des journées médico-chirurgicales organisées jeudi et vendredi à l'hôpital «Colonel Ahmed Bouguerra» dans la commune de Hassi Bahbah, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'association humanitaire et culturelle «Tagemi» de la commune d'El Atteuf (wilaya de Ghardaïa), organisatrice de l'événement, Mohamed Benyoucef, a indiqué que ces journées chirurgicales de solidarité ont permis d'effectuer plus de 250 interventions chirurgicales dans la spécialité de l'oto-rhino-laryngologie (ORL) au profit des enfants et des adultes et de la pédiatrie.

M. Benyoucef a ajouté que cette mission a été réalisée par un staff médical composé de médecins spécialistes en ORL, assistés par le corps médical et paramédical de l'hôpital de Hassi Bahbah, en coordination avec le ministère de la santé et la direction locale de la santé.

Des techniques développées dans la chirurgie, notamment la chirurgie laparoscopique, ont été utilisées dans ces opérations effectuées sur des enfants et des adultes, a indiqué le président de l'association «Tagemi».

Il a fait savoir également que cette action de solidarité organisée sous le slogan «une seule nation», visait à «consacrer l'entraide sociale et renforcer les liens humains», ajoutant que les malades ont beaucoup salué cette initiative.

Par ailleurs, M. Benyoucef a fait savoir que l'association «Tagemi» a réalisé depuis 2009 près de 7000 opérations chirurgicales et près de 33.000 consultations médicales au profit des malades (enfants et adultes) à travers plusieurs régions du pays.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 ramadhan 1446				
El Fedjr 05h20	Dohr 12h55	Assar 16h24	Maghreb 19h06	Icha 20h25



### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

23 ramadhan 1446				
El Fedjr 05h07	Dohr 12h41	Assar 16h11	Maghreb 18h53	Icha 20h11





## Echangeur Pôle Tlélât - Autoroute Est-Ouest Un projet compromis par un gel prolongé et une baisse de priorité

**Gelé depuis 2015 pour cause d'austérité budgétaire, le projet d'un échangeur desservant le Pôle urbain d'Oued Tlélât à partir de l'Autoroute Est-Ouest risque de finir à jamais dans le fond d'un tiroir. Revendiqué il y a une dizaine d'années sous le sceau de l'urgence, ce dossier a rétrogradé en dernière position de la liste des opérations proposées en arbitrage. L'apparition dans l'intervalle d'autres alternatives pour rallier cette « micro-ville » nouvelle y est pour beaucoup.**

Houari Saaïdia

Il faut revenir dix ans plus tôt pour re trouver la première esquisse de ce projet qui revêtait alors un caractère éminemment important sur fond d'émergence des premiers jalons du Pôle urbain de Tlélât de 17.000 logements publics locatifs. Objet d'une séance de présentation au point où il devait être raccordé à l'Autoroute Est-Ouest, cet échangeur en passage supérieur ne devait pas tarder à voir le jour à en juger des engagements faits sur place par le ministre des TP d'alors. Il n'en est rien à ce jour, toutes les tentatives réitérées par la DTP pour l'inscription de cette opération n'ayant pas abouti.

La dernière en date faite par le biais d'un tableau synoptique récapitulant les projets proposés en arbitrage ayant eu pour cadre la visite du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, n'aurait donné lieu à aucune avancée sur ce dossier, à fortiori que celui a été noyé dans un pêle-mêle de propositions sans que l'accent ne soit mis sur lui. Visiblement, ce n'est plus un élément de première importance dans le schéma du secteur local des travaux publics au titre des infrastructures routières.

### QUAND LE NOUVEL HÔPITAL UMC DÉBLOQUE LA SITUATION

Relégué au second plan, au même titre que son projet analogue du Pôle urbain de Misserghine via le 4<sup>e</sup> périphérique, l'échangeur desservant le nouveau grand ensemble « greffé » à la ville de Tlélât a perdu en pertinence en raison des critères de budgétisation de plus en plus rigoureux et sélectifs adoptés par le Gouvernement et appliqués par le ministère des Finances. En pratique, l'entrée en jeu de nouvelles alternatives routières intégrant davantage le Pôle de Tlélât au réseau routier, à l'instar du nouveau circuit aménagagé pour faciliter l'accès au nouvel hôpital d'urgences d'Oued Tlélât via la cité des 800 logements, a eu pour conséquence une régression en termes de besoin et partant d'intérêt pour le projet d'échangeur via l'Autoroute d'Oran. Sur le front social, l'équation est simple : plus d'alternatives donc plus d'accessibilité et donc moins de difficulté et de réclamation. Sans pour autant être prioritaire, cette liaison directe Pôle-Autoroute reste toutefois nécessaire et à moyen terme on ne pourra peut-être pas s'en passer. Raison pour laquelle la DTP y tient toujours en la maintenant dans sa short-list d'opérations requises pour un coût estimatif de 800 millions de DA selon l'étude d'avant-projet sommaire (APS). Cela doit passer bien entendu par la réalisation d'une étude d'avant-projet définitif (APD). Si, pour cette démarche technique, le problème de couverture financière a été déjà résolu dans le cas du parc urbain de Misserghine à la faveur d'une prise en charge sur un fonds local, il n'en est pas de même pour le cas similaire d'Oued Tlélât. Et cela est de nature à compliquer la tâche. Il y a eu certes des engagements officiels pour inscrire ce projet en mode étude-réalisation.

### ENCORE FAUT-IL EN AVOIR LA NOTIFICATION DE L'OPÉRATION

Plus facile à dire qu'à faire, aurait-on tendance à répliquer lorsqu'on connaît la complexité du circuit administratif-financier et la pesanteur de son action. Bien des opérations ont été annoncées imminentes via les canaux officiels mais qui ont pris des années pour voir le jour. Si tant est qu'elles voient le jour. Pour le cas de l'échangeur du Pôle de Tlélât, il faut rappeler qu'après que ce projet a fait, lors d'une visite à Oran fin février 2024, l'objet d'un engagement par le ministre Lakhdar Rakhroukh pour son inscription au titre de la LF 2025. Mais la cité nouvelle à la densité démographique assez élevée puisque son architecture est totalement en vertical -avec un noyau de plus de 17.000 unités LPL- attend toujours son propre accès. Pour se rendre à ce grand réceptacle nourri cycliquement par les vagues successives de relogement en provenance d'Oran-ville et alentours, il n'y a jusque-là qu'un seul chemin, celui desservant l'ancienne ville d'Oued Tlélât via la RN4. Un passage obligé qui asphyxie déjà le chef-lieu et rend la vie encore plus difficile pour les milliers d'habitants éparpillés dans les nouvelles cités condensées. Quand ces derniers rentrent chez eux en fin de journée, ils ne sont pas au bout de leur peine une fois l'accablant chemin RN4 parcouru, avec en plus un régime de circulation au compte-gouttes à hauteur de l'échangeur du marché de gros d'El-Kerma. Loin de là, une autre séquence du calvaire commence quelques centaines de mètres après l'entrée en ville de Tlélât via la bretelle sur la RN4.

### UNE SEULE ENTRÉE/SORTIE POUR DEUX VILLES EN UNE

Car tout le monde est obligé de passer par là, alors qu'il n'est en fait pas possible, pour des contraintes intra-muros évidentes, d'opérer une quelconque réadaptation de cette rue traversière à double sens. La seule solution au problème, c'est le projet d'accès au nouveau Pôle urbain via l'Autoroute Est-Ouest. Une nécessité vitale. L'étude portant sur la conception de plusieurs variantes relatives à cet accès a été pourtant confectionnée depuis fin 2016. L'étude a mis en place plusieurs possibilités de passage via la Pénétrante autoroutière d'Oran pour rallier directement le nouveau centre urbain d'Oued Tlélât. L'opération suggérée alors par les pouvoirs publics locaux, au-delà de sa pertinence, a eu l'aval du ministre de TP de l'époque. Mais, depuis, l'opération ne sera jamais enregistrée pour cause d'austérité, explique-t-on. Les choses ont relativement changé depuis peu. Et l'on se dirige vers une levée du gel sur le projet en question. Techniquement, il s'agit d'une bretelle qui aura à desservir le nouveau Pôle urbain à partir du tronçon Oran de l'Autoroute Est-Ouest. L'opération suggère la réalisation d'un échangeur et la réhabilitation d'une piste agricole sur un linéaire de 2,5 km, par le dédoublement et la modernisation de cet itinéraire situé à 750 m à l'est du tracé de la variante.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**BOUDALI Hacima**, 92 ans, Les Planteurs  
**HACHMAOUI Miloud**, 75 ans, Oran  
**BENCHIBA Mourad**, 48 ans, Oran  
**BELMADANI Menaouer**, 56 ans, El Hamri

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 ramadhan 1446				
El Fedjr 05h37	Dohr 13h10	Assar 16h4	Maghreb 19h22	Icha 20h40



## Soirées ramadanesques Sport, divertissement et spiritualité



J. Boukraa

Ramadan est une période de spiritualité et de partage qui transforme les soirées des communes en de véritables espaces de convivialité. Durant ce mois sacré, les rues et les places publiques s'animent avec des activités variées alliant divertissement, sport et événements culturels et religieux. Ces initiatives visent à renforcer les liens sociaux, promouvoir les valeurs de solidarité et offrir aux familles des moments de joie et d'échange après les longues journées de jeûne. Dans cette optique et sous l'égide de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran et de l'office des

établissements de jeunesse, la maison de jeunes Tayeb El-Mahaji d'Ain El-Turck, en coordination avec la commune d'Ain El-Turck, a organisé jeudi une soirée exceptionnelle marquée par des activités ludiques et des spectacles acrobatiques captivants.

De nombreuses familles et enfants ont répondu présent, profitant d'un moment de félicité et de partage. A Misserghine le stade de Haï El-Louz a accueilli un tournoi de football organisé par le club sportif amateur «Wafed Chabab», en collaboration avec la commune. L'événement a été marqué par une première rencontre opposant d'anciens joueurs du Mouloudia d'Oran à ceux de

Misserghine, avec des figures emblématiques telles que Daoud Sofiane, Ben Amara Sidi Ahmed, Daoud Bouabdellah, Moumen et Reda Assimi. Leur présence a suscité une grande admiration de la part du public. Par ailleurs, une deuxième rencontre a vu s'affronter des jeunes de moins de 13 ans entre l'équipe du club organisateur et celle de l'Association d'Oran. Les jeunes joueurs ont offert un spectacle footballistique impressionnant qui a enchanté le public présent. La soirée s'est achevée par une cérémonie de remise de prix, en présence du vice-président de l'Assemblée populaire communale.

D'autre part et dans le cadre de la célébration des nuits sacrées du Ramadan et sous la supervision du président de l'Assemblée populaire communale de Bousfer, l'Académie nationale de la solidarité et de la lutte contre les fléaux sociaux, bureau d'Ain El-Turck, a organisé une conférence religieuse animée par le Dr Tahar et les imams du village de Fel-laoucen. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur la lutte contre les fléaux sociaux et de sensibiliser les jeunes à leur rôle essentiel dans la réforme et le développement de la société. Ces initiatives illustrent parfaitement l'esprit du Ramadan, période de solidarité, de partage et de renforcement des liens communautaires. Elles montrent également l'importance de la jeunesse et du sport dans la promotion des valeurs de cohésion sociale et du vivre-ensemble.

## Direction de la santé Circoncision de plus de 70 enfants

J. Boukraa

Conformément aux recommandations de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, une campagne de circoncision a été organisée à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Dr Nekkache Mohamed Seghir d'El Mohgoun. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du programme de circoncision des enfants durant le mois sacré de Ramadan, a permis de prendre en charge un grand nombre d'enfants dans un cadre médicalisé et festif. L'événement, qui s'est

déroulé dans une atmosphère empreinte de joie et de convivialité, a mobilisé un large personnel médical et paramédical. Plus de 50 enfants ont ainsi été circoncis en toute sécurité grâce à l'organisation rigoureuse mise en place dans le bloc opératoire. En parallèle, et suivant les directives de la direction de la santé et de la population de la wilaya, d'autres campagnes de circoncision ont été organisées au sein du service de chirurgie pédiatrique de l'hôpital spécialisé du quartier El-Sanoubar.

Avant-hier 22 enfants ont bénéficié de cette opération,

réalisée en coordination avec plusieurs associations locales, dont l'association Sanabel El-Khir, le bureau de Misserghine et le groupe scout Al-Manara des anciens scouts musulmans. Le mois de Ramadan est souvent l'occasion d'organiser ces actions solidaires, qui permettent d'alléger le fardeau financier des familles tout en respectant les traditions.

Grâce à ces initiatives, de nombreux foyers ont pu célébrer la circoncision de leurs enfants dans la joie et la sérénité, renforçant ainsi les valeurs de solidarité et d'entraide au sein de la communauté.

## Incubateur de l'Université d'Oran 1 Accompagnement des étudiants porteurs de projets

J. Boukraa

L'Incubateur de l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella a organisé fin de semaine une rencontre dédiée à l'accompagnement des étudiants porteurs de projets innovants. Cet événement a été conçu pour les aider à franchir les étapes clés vers la création de startups, de micro-entreprises ou l'enregistrement de brevets d'invention.

Les étudiants ont eu l'occasion de présenter l'évolution de leurs projets, de discuter des défis rencontrés et de bénéficier de conseils avisés

pour optimiser leur développement. Les moments forts de l'événement ont été marqués par plusieurs activités essentielles. Une évaluation approfondie du niveau d'avancement des projets a permis d'identifier les axes d'amélioration.

Des séances de coaching, à la fois collectives et individuelles, ont offert un accompagnement personnalisé aux participants. De plus, des conseils stratégiques ont été dispensés pour aider les étudiants à transformer leurs idées en véritables startups. Enfin, un soutien spécifique a été appor-

té dans le processus de valorisation de l'innovation et l'obtention de brevets.

Cette phase intermédiaire a constitué une étape déterminante avant la soutenance des mémoires de fin d'études. Elle a permis aux étudiants d'affiner leurs stratégies et d'explorer de nouvelles opportunités pour concrétiser leurs ambitions entrepreneuriales. À travers cette initiative, l'Université d'Oran 1 réaffirme son engagement en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat, offrant aux jeunes talents les outils et le soutien nécessaires pour bâtir leur avenir.



# La Fed, le Fonds et la Banque dans la ligne de mire de Trump

**BERKELEY** – Au cours de son premier mandat présidentiel, Donald Trump avait adopté une approche relativement modérée vis-à-vis de la Réserve fédérale, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Il avait insisté pour que la Fed réduise les taux d'intérêt, mais n'avait pas exigé que les décisions de celle-ci soient soumises à l'approbation de la Maison-Blanche, ni sérieusement remis en question son indépendance.



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences politiques à l'Université de Californie de Berkeley\*

Trump avait certes installé David Malpass à la tête de la Banque mondiale, mais sans transformer le reste de l'organigramme. Aux fonctions de numéro deux du FMI, il avait maintenu David Lipton, conseiller des Démocrates, alors que les nominations à ce poste relèvent traditionnellement de la décision des présidents américains. Si Trump avait à l'époque refusé de malmenier la Fed, c'est parce qu'il savait que les marchés financiers réagiraient négativement à l'ingérence d'un président des États-Unis dans les affaires monétaires. Ces marchés étaient importants aux yeux de Trump, qui évaluait ouvertement la réussite de son action en fonction de la trajectoire des cours de la bourse.

Le FMI avait rempli son rôle. Un certain nombre de difficultés coûteuses sur les marchés émergents, qui auraient pu finir par être confiées au Trésor sous Trump, avaient pu être gérées par le Fonds. Quant à la Banque mondiale, elle était tout simplement trop imposante et trop complexe à comprendre, encore moins à contrôler, comme l'a appris Malpass à son grand désarroi.

Les choses pourraient être différentes en ce deuxième mandat. Trump ne se soucie plus des marchés financiers, du moins plus ouvertement. Il les mentionne beaucoup moins. Les indices boursiers affichent une forte baisse, notamment depuis la semaine dernière, ce qui n'empêche pas Trump de continuer d'anéantir d'importantes agences publiques. Une approche plus radicale de la déconstruction institutionnelle est manifestement en marche.

Après sa décision de fermeture de l'USAID, il serait contre-intuitif pour Trump d'appeler au maintien de la participation des États-Unis à la Banque mondiale, une organisation d'aide internationale encore plus conséquente. De même, une sortie des États-Unis de la Banque mondiale en parallèle d'un maintien du pays dans le FMI constituerait ce type de demi-mesures que Trump 2.0 cherche jusqu'à présent à éviter. À l'instar de la Banque, le FMI intègre les considérations de résilience climatique dans ses prêts programmatiques.

Le FMI peut faire valoir l'important prêt en cours octroyé au gouvernement argentin conduit par Javier Milei, ami de Trump. Le « Projet 2025 » de Trump, feuille de route de son second mandat, énonce toutefois clairement une volonté de faire sortir les États-Unis des deux institutions de Bretton Woods. Trump a d'ores et déjà signé un décret chargeant son secrétaire d'État et son ambassadeur à l'ONU de procéder à un examen de toutes les « organisations internationales intergouvernementales », afin de déterminer celles dont les États-Unis devraient se retirer.

La Banque et le Fonds sont capables de fonctionner sans la participation des États-Unis. À la différence de l'USAID, ces institutions ne peuvent pas voir leurs serrures changées ou les comptes de messagerie de leurs employés déconnectés par l'administration Trump. Les équipes inexpérimentées d'Elon Musk ne passeront les portiques de sécurité d'aucune des deux institutions.

Par ailleurs, la contribution financière des États-Unis à la Banque mondiale est relativement limitée (seulement 2,8 milliards \$ en 2024). La Banque se finance principalement en émettant des obligations garanties par la pleine confiance et la solvabilité de ses membres. Comme face à la guerre en Ukraine, il n'est pas impossible que les États européens interviennent. Leurs garanties permettraient à la Banque de continuer d'emprunter sur les marchés de capitaux internationaux.

Les engagements financiers des États-Unis auprès du FMI, au travers des quotas et des nouveaux accords d'emprunt, sont plus significatifs (de l'ordre d'un cinquième des

ressources du Fonds). Ici encore, il serait nécessaire que d'autres pays interviennent, parmi lesquels pourrait figurer la Chine, dans la mesure où un départ des États-Unis rendrait possible, au sein du FMI, la réforme des quotas et des droits de vote que Pékin réclame depuis longtemps, et à laquelle les États-Unis n'ont cessé de faire obstacle.

Dans tous les cas, le principal perdant serait les États-Unis eux-mêmes. Si elle quittait la Banque mondiale, l'Amérique serait considérée comme privant d'aides financières vitales les pays en voie de développement. S'ils sortaient du FMI, les États-Unis perdraient un canal d'influence constructive sur les politiques économiques et financières des autres pays. En somme, moins de soft power pour l'Amérique.

En ce qui concerne la Fed, la situation est plus grave. Nous constatons d'ores et déjà les premiers signes d'un retour de l'inflation causé par les droits de douane et les baisses d'impôts que propose Trump. Il arrivera un moment à partir duquel Trump ne sera plus en mesure d'attribuer la responsabilité de l'inflation à l'administration de l'ancien président Joe Biden. C'est à la Fed que Trump reprochera alors l'inflation. Ses politiques chaotiques commencent déjà à éroder la confiance des consommateurs, ce qui crée un risque de récession. Et lorsque cette récession se matérialisera, Trump expliquera que la Fed aurait dû réduire les taux d'intérêt plus rapidement.

L'actuelle représentante par intérim du gouvernement fédéral de Trump auprès de la Cour suprême a affirmé l'autorité du président sur « un ensemble d'agences indépendantes ». Le président de la Fed, Jerome Powell, pourrait saisir la justice si le président tentait de les limoger lui et les membres du conseil d'administration. Trump ne semble toutefois pas enclin à se soumettre aux décisions des tribunaux. Il pourrait ainsi nommer un nouveau président de la Fed, qui serait aux ordres de la Maison-Blanche. Trump pourrait charger les sbires de Musk, avec l'aide des US marshals, d'aller saisir les systèmes informatiques de la Réserve fédérale. Il y a encore deux mois, les scénarios de ce type auraient semblé délirants. Plus maintenant. Les marchés financiers réagiraient alors négativement et violemment. À ce stade, nous saurions une bonne fois pour toutes si Trump se préoccupe de leur opinion.

\* Son ouvrage le plus récent s'intitule *In Defense of Public Debt* (Oxford University Press, 2021)

## Mieux justifier l'aide internationale



PAR NILIMA GULRAJANI

Chercheuse principale à l'Overseas Development Institute, où elle dirige le programme Donors in a Post-Aid World, et associée au Trinity College de l'université de Toronto

Les défenseurs de l'aide publique au développement (APD) affirment à juste titre qu'elle sauve des vies et sert les intérêts nationaux. Mais cela ne change rien au fait que le système perd de sa crédibilité et de ses ressources depuis des années et qu'il n'a pas d'argument convaincant.

La prochaine conférence des Nations unies sur le financement du développement, prévue mi-2025 à Séville, en Espagne, réitérera probablement l'objectif de longue date, mais rarement atteint, selon lequel les pays à revenu élevé doivent consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. Ce qu'il faut vraiment, cependant, c'est une commission indépendante sur l'avenir du système d'aide internationale qui puisse forger un nouveau consensus politique sur les raisons de l'aide étrangère, tout en articulant une vision pour le monde de l'après-aide que beaucoup réclament aujourd'hui. Sans un effort pour recalibrer et réinitialiser l'aide étrangère, le système risque de mourir par mille coupures. Son ambition de catalyser le développement durable ne sera pas réalisée, et un régime de coopération internationale vieux de quatre-vingts ans risque de s'effondrer sans qu'aucune alternative solide ne le remplace.

Depuis la crise financière de 2008, le régime moderne d'aide mondiale semble fragilisé. Mais le retrait des États-Unis est un coup dur pour un système dont l'objectif est énoncé dans l'article 55 de la Charte des Nations unies : « La création des conditions de stabilité et de bien-être nécessaires à des relations pacifiques et amicales entre les nations ». Les États-Unis ont été les premiers à défendre ces objectifs : dans son discours inaugural de 1949, le président Harry Truman a appelé à un « nouveau programme audacieux » d'envoi de technologies et de capitaux pour aider les nations touchées par la pauvreté, la maladie et la misère.

Dans les années 1950, l'Amérique a activement promu l'aide à l'étranger en tant qu'obligation universelle, à la fois pour éviter d'assumer seule le fardeau financier et pour trouver une cause commune avec les alliés anti-communistes. C'est ainsi qu'en 1961, le président américain de l'époque, John F. Kennedy, a créé l'USAID. Dix ans plus tard, presque tous les pays européens disposaient d'un programme d'aide sous une forme ou une autre, et

**LONDRES** – L'aide au développement est réduite à néant dans l'ensemble des pays du Nord, et nulle part ailleurs plus qu'aux États-Unis. Dès son premier mois à la Maison Blanche, le président Donald Trump a démantelé l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et gelé l'aide étrangère, la qualifiant de gaspillage et de fraude. Le Royaume-Uni a récemment emboîté le pas, troquant son budget d'aide internationale contre une augmentation des dépenses de défense.

Le fait d'être donateur était devenu synonyme de pays moderne et « développé ». Malgré cela, les dépenses ont diminué presque immédiatement. Pour relancer le soutien des donateurs, la Banque mondiale a invité en 1968 l'ancien Premier ministre canadien Lester B. Pearson à diriger une commission indépendante chargée de trouver une nouvelle justification à l'aide étrangère. En d'autres termes, la commission Pearson a cherché un argument convaincant pour expliquer pourquoi les pays riches, confrontés à des problèmes internes, devraient se préoccuper du sort des pays à faible revenu.

La question reste d'actualité. Même avant que Trump ne jette son dévolu sur l'aide étrangère américaine, la justification de cette aide était devenue de plus en plus ténue. Ces dernières années, les pays du Nord ont orienté leurs budgets d'aide vers une série de priorités de politique étrangère, dont beaucoup respectent la lettre mais pas l'esprit de l'APD, telle que définie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il s'agit notamment d'orienter l'aide au développement vers l'Ukraine – un pays à revenu intermédiaire qui est devenu en 2023 le plus grand bénéficiaire de l'aide internationale alors que la part de l'aide destinée aux pays les plus pauvres a diminué –, et d'accueillir des réfugiés chez soi, ce qui absorbe désormais au moins un quart du budget de l'aide dans sept pays. Étant donné que d'autres priorités de politique publique engloutissent les ressources destinées à l'aide au développement, l'affirmation de l'OCDE selon laquelle un montant record d'aide internationale a été dépensé par les donateurs en 2023 sonne creux.

Entre-temps, l'aide internationale est devenue une cible facile dans les pays à revenu élevé qui sont confrontés à des déficits budgétaires croissants, à des crises liées au coût de la vie et à de nouvelles préoccupations en matière de sécurité. Les gouvernements de droite, en particulier, dépeignent souvent cette aide au développement comme inefficace et inefficace. En 2024, sept gouvernements nationaux et l'Union européenne ont annoncé une réduction de 17,2 milliards de dollars de l'APD, à mettre en œuvre entre 2025 et 2029. Aujourd'hui, l'administration Trump a supprimé quelque 60 milliards de dollars d'aide à l'étranger, tandis que le Royaume-Uni réduira son budget d'aide d'environ 6 milliards de livres sterling (7,6 milliards de dollars) par an. Étant donné que le deuxième donateur mondial, l'Allemagne, a dépensé 27 milliards de dollars de moins que les États-Unis pour l'aide étrangère l'année dernière, il sera difficile pour

n'importe quel pays de combler un écart aussi important. Et la décision du Royaume-Uni suggère qu'il y a peu d'intérêt à ramasser les morceaux laissés par le boulet de démolition de Trump, nous laissant probablement au point de basculement du « pic de l'aide ».

Beaucoup ont suggéré d'utiliser cette crise de l'aide extérieure comme une opportunité de réduire la dépendance de l'Afrique à l'égard des financements extérieurs politisés en modifiant les règles du commerce mondial et en abaissant le coût du capital, ou en construisant un nouveau paradigme de coopération axé sur l'investissement public mondial.

Pourtant, dans sa volonté de « Make America Great Again », Trump n'a montré aucun désir de promouvoir de telles visions alternatives et peu de compréhension de la valeur du soft power que l'USAID a passé des décennies à essayer de cultiver. C'est pourquoi l'élimination de l'USAID ne peut pas être décrite comme une fusion entre les branches diplomatiques et de développement du gouvernement, comme au Canada ou au Royaume-Uni, mais seulement comme une attaque contre le rôle de l'Amérique en tant que bienfaiteur mondial. Cette offensive n'a que peu de conséquences politiques internes, mais elle a un coût humain immédiat élevé pour ceux qui dépendent des biens et des services financés par l'aide.

Le brusque repli sur soi de l'Amérique souligne la nécessité de repenser un système d'aide mondiale conçu pour un ordre mondial qui n'existe plus. L'un des moyens d'y parvenir est de commander un examen indépendant et de haut niveau du régime d'aide mondial, qui puisse articuler un nouveau paradigme ne reposant pas sur la bienveillance d'un seul donateur. Une Commission Pearson 2.0 pourrait définir plusieurs nouvelles justifications pour les transferts internationaux, présenter des cadres financiers et politiques alternatifs et explorer de nouveaux accords institutionnels mondiaux afin de minimiser la dépendance à l'aide et de réduire la fragmentation, tout en continuant à subvenir aux besoins des plus vulnérables et à aider les générations futures à prospérer.

À mesure que ces réductions massives de l'aide prennent effet, le risque de contagion est réel. Si la communauté internationale n'entreprend pas un effort systématique pour comprendre les causes profondes de la crise actuelle et explorer des solutions plausibles, les pays qui investissent encore dans l'APD pourraient commencer à s'inquiéter du fait qu'ils ne font que réarranger les chaises longues d'un navire en train de sombrer.



## Pour une union économique nord-américaine

**NEW YORK –** Les tensions commerciales et politiques atteignent aujourd'hui des sommets historiques entre les États-Unis et leurs voisins immédiats – Canada et Mexique – suscitant la crainte d'une guerre commerciale totale et d'un effondrement de l'Accord États-Unis-Canada-Mexique (USMCA), qui résulte lui-même d'une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain. Aux dires du président Donald Trump, le Canada et le Mexique ne déploient pas suffisamment d'efforts pour endiguer les flux de migrants et de fentanyl. Tous deux affichant par ailleurs un important excédent commercial par rapport aux États-Unis, Trump les accuse de se livrer à des pratiques commerciales déloyales, et de servir de porte d'entrée permettant aux exportateurs chinois de contourner les droits de douane américains.



PAR NOURIEL ROUBINI

*Conseiller principal chez Hudson Bay Capital Management LP, est professeur à la Stern School of Business de l'Université de New York\**

Mais Trump ne se contente pas d'insister sur ces aspects. Il n'hésite pas à insulter les deux pays, considérant que le Canada devrait renoncer à sa souveraineté et devenir le 51<sup>e</sup> État américain, rebaptisant le golfe du Mexique, et menaçant de conduire des opérations militaires américaines contre les cartels de la drogue sur le territoire mexicain. L'issue consistera probablement en une renégociation de l'USMCA, conduisant à quelques légères augmentations des droits de douane, mais préservant pour l'essentiel la zone de libre-échange. Or, un tel scénario ne serait pas optimal. Afin de résoudre les sources fondamentales des tensions, d'éviter de futurs conflits, ainsi que d'améliorer la croissance et le bien-être de l'Amérique du Nord, il serait préférable que les trois pays concernés commencent à élaborer un projet d'union économique nord-américaine : un marché unique caractérisé par un libre-échange total, pas seulement concernant les biens – ce qui est le cas dans l'actuelle zone de libre-échange – mais également s'agissant des services, des capitaux, du travail, des technologies, des données et de l'information.

Bien entendu, cela n'arrivera pas du jour au lendemain. Les premières étapes de l'union économique consisteraient à harmoniser les politiques réglementaires (le Mexique et le Canada adoptant largement les normes en place aux États-Unis, de loin la plus imposante de ces trois économies), à aligner les politiques industrielles dans une perspective de rapatriement et de relocalisation sûre de la production vers un marché unique nord-américain plus étendu, ainsi qu'à convenir de politi-

ques commerciales, technologiques et financières communes afin de réduire les risques liés aux relations avec la Chine. En temps opportun, ces mesures pourraient être suivies d'un régime de taux de change fixe – comparable au premier mécanisme de taux de change européen – et d'une union monétaire complète (comme dans la zone euro) aux fins de paiements transparents dans l'ensemble de la zone. Plus encore que la zone euro, l'Amérique du Nord est une zone monétaire idéale, et une monnaie commune mettrait fin aux tensions qui résultent de fluctuations déstabilisatrices des taux de change, qui exacerbent les déséquilibres commerciaux.

Viendraient ensuite une union bancaire complète, une union des marchés de capitaux, et diverses autres formes de partage des risques, tendant à terme vers une possible union budgétaire. Par la suite, certains éléments d'une politique étrangère et de sécurité commune seraient nécessaires pour gérer des problématiques telles que l'immigration, la justice et le narcotrafic. Enfin, à l'issue de quelques décennies, ces évolutions pourraient aboutir à une forme consensuelle d'union politique – les « États-Unis » deviendraient les États-Unis fédérés d'Amérique – si toutes les parties l'acceptaient. La souveraineté nationale pourrait être conservée, comme dans l'Union européenne, mais une plus grande coordination politique autour de diverses mesures pourrait être atteinte à long terme.

Pour l'heure, c'est l'union économique complète qui revêt le plus de sens, compte tenu du profond degré existant d'intégration de l'économie nord-américaine. Par ailleurs, chacun des protagonistes apporte avec lui des atouts (et des besoins) singuliers. Le Canada dispose pour sa part d'une abondance de terres et de ressources naturelles par rapport à l'envergure de sa population ; d'un autre côté, ses politiques macroéconomiques et structurelles ont conduit à une croissance lente ainsi qu'à un marché intérieur moins vaste que celui des États-Unis. Dans le même temps, les États-Unis bénéficient d'une importante main-d'œuvre qualifiée, de réserves massives de capitaux physiques et financiers, ainsi que de la plus grande industrie technologique au mon-

de ; en revanche, de vastes régions densément peuplées de leur territoire étant vulnérables face au changement climatique, certains citoyens américains vont devoir se déplacer vers le nord. Enfin, le Mexique abrite une vaste main-d'œuvre qualifiée à faible coût et certaines ressources naturelles importantes ; du côté négatif, le manque de gouvernance et de réformes structurelles entrave la croissance, et entraîne des dysfonctionnements sociaux qui gangrènent la société – notamment corruption, violence et criminalité liées aux stupéfiants.

Une union économique nord-américaine pourrait remédier à ces difficultés, et accroître la productivité globale, la croissance potentielle ainsi que la solidarité sociale. La libéralisation totale du commerce des services ne devrait pas prêter à controverse, dans la mesure où les États-Unis dominent le secteur des services numériques. Permettre une circulation totale des capitaux, ainsi qu'un libre-échange en matière de technologies, de données et d'information, ne devrait pas non plus poser problème, puisque le Canada et les États-Unis sont déjà alliés en matière de sécurité et de renseignement.

La question la plus délicate serait celle de la libre circulation des personnes au sein de l'union. La mobilité de la main-d'œuvre entre les États-Unis et le Canada ne créerait sans doute pas de tensions, compte tenu de la population réduite de ce dernier, ainsi que de son revenu par habitant comparable à celui des États-Unis. La libre circulation des personnes en provenance du Mexique nécessiterait en revanche davantage de précautions, dans la mesure où ce pays constitue le point de passage de flux migratoires massifs en provenance de l'Amérique centrale et du Sud (ainsi que de Chine, d'Afrique et d'ailleurs), et présente un revenu par habitant nettement inférieur.

Dans la gestion de cette problématique, l'expérience de l'UE peut servir de repère. Ses membres les plus récents et les plus pauvres ont accepté une période de transition de plusieurs dizaines d'années avant que les migrations ne deviennent entièrement libres. Dans ce même esprit, une circulation pleinement libre des Mexicains pourrait

n'être permise qu'une fois le Mexique parvenu à atteindre un certain seuil de revenu par habitant, à améliorer sa gouvernance, à mener des réformes structurelles, ainsi qu'à adopter des politiques de sécurité communes (et à déployer des forces mexicaines et américaines conjointes à sa frontière sud). Pourquoi le Canada et le Mexique devraient-ils accepter ce projet ? Parce que sans union économique nord-américaine, leur propre croissance potentielle demeurerait limitée, et leur revenu par habitant s'éloignerait encore davantage de celui de l'Amérique. Les États-Unis sont voués à devenir un géant technologique encore plus puissant au cours de cette décennie, avec un potentiel de croissance bien supérieur à 3 %. Ils ont toutefois besoin de ce que le Canada et le Mexique peuvent leur apporter (ressources naturelles, terres et main-d'œuvre qualifiée à faible coût). Ainsi, une union économique permettrait à ces trois pays de beaucoup mieux se porter – économiquement, socialement, politiquement et géopolitiquement.

Au fil du temps, d'autres économies régionales pourraient adhérer à cet espace, à commencer par le Panama, qui est dollarisé depuis plus d'un siècle déjà. De même, le Groenland pourrait souhaiter rejoindre une union économique nord-américaine afin de libérer la valeur de ses abondantes ressources naturelles, et d'atténuer ainsi les tensions autour de son futur statut. Son adhésion permettrait à l'Amérique du Nord de dominer les nouvelles routes commerciales de l'Arctique et les opportunités économiques que crée le changement climatique. À terme, d'autres États d'Amérique centrale et du Sud pourraient entrer dans cette union économique.

L'équilibre instable de l'USMCA – les États-Unis formulant une longue liste de plaintes plus ou moins légitimes en l'absence de véritable marché unique – risque de conduire soit à un démantèlement désordonné, soit à une guerre commerciale. Pourquoi ne pas commencer à rechercher un accord plus ambitieux, plus visionnaire, plus stable et plus optimal, susceptible de bénéficier à tous les protagonistes ? Si les économies européennes y sont parvenues, elles qui étaient fragmentées et meurtries par la guerre, il n'y a pas de raison que les économies nord-américaines ne puissent pas concrétiser une vision comparable, voire meilleure encore.

À des fins de transparence, j'ai personnellement travaillé avec Stephen Miran chez Hudson Bay Capital, jusqu'à ce qu'il soit nommé président du Comité des conseillers économiques.

*\*Son ouvrage le plus récent s'intitule Megathreats: Ten Dangerous Trends That Imperil Our Future, and How to Survive Them (Little, Brown and Company, 2022)*

## L'action climatique exige une fraternité mondiale



PAR MIA AMOR MOTTLEY

*Premier ministre et ministre des finances de la Barbade et lauréate du prix Zayed pour la fraternité humaine en 2025*

Alors que l'élévation du niveau de la mer pourrait toucher directement 250 millions de personnes d'ici la fin du siècle, elle est déjà une réalité vécue par des dizaines de millions de personnes dans les pays côtiers de faible altitude et les PEID. Ailleurs, les populations sont victimes de sécheresses et d'incendies prolongés. Ces forces mettent en péril nos territoires, nos économies et notre existence même, et pour les contrer, il faut non seulement prendre des mesures urgentes, mais aussi opérer un changement fondamental dans notre conscience mondiale, en reconnaissant notre humanité commune et notre destin intimement lié. En d'autres termes, cette crise exige une solidarité mondiale.

En tant que lauréat du prix Zayed pour la fraternité humaine en 2025, je pense que la reconnaissance de notre responsabilité de prendre soin les uns des autres est un élément essentiel de la réponse au problème du climat et qu'elle est aussi importante que les mesures scientifiques, technologiques, financières et diplomatiques. Tout comme une famille soutient ses membres les plus vulnérables, la communauté mondiale doit se rallier aux pays qui subissent le poids d'une crise qu'ils n'ont guère contribué à créer.

Dans l'état actuel des choses, l'architecture financière mondiale est mal équipée pour faire

**BRIDGETOWN –** La menace existentielle de la crise climatique jette une ombre sur notre planète. Ses effets ne sont pas répartis de manière égale : les pays vulnérables, en particulier les petits États insulaires en développement (PEID) comme le mien, sont en première ligne. Nous devons faire face à la montée du niveau des mers, à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses, et à la destruction de nos moyens de subsistance. Pour relever ces défis et renforcer la résilience de nos populations et de nos systèmes, de nombreux dirigeants, dont je fais partie, ont dû remanier les politiques et repenser la relation entre le gouvernement et les gouvernés.

face à la crise climatique. Elle a été conçue à une autre époque, qui n'envisageait pas l'interconnexion de nos économies et de nos écosystèmes, ni les dangers du réchauffement climatique. Les institutions de Bretton Woods, par exemple, ont été créées il y a plus de 80 ans pour aider les économies européennes à se remettre de la Seconde Guerre mondiale.

Mais l'ampleur et l'urgence sans précédent de la crise climatique exigent une nouvelle approche pour débloquer les financements dont les pays en développement ont besoin pour atténuer la situation et s'y adapter. Le système doit être réformé pour faire du développement durable, de la résilience climatique et de l'accès équitable au financement ses principales priorités. Il ne s'agit pas de charité, mais d'un investissement dans notre avenir collectif. Lorsque certaines personnes sont laissées à l'abandon, c'est toute l'humanité – présente et future – qui finit par en souffrir.

L'initiative de Bridgetown, défendue par de nombreux pays vulnérables, appelle les banques multilatérales de développement à accroître leur capacité de prêt et à veiller à ce que leurs cadres d'évaluation des risques reflètent les réalités de la vulnérabilité climatique. Elle préconise également une augmentation des financements concessionnels, et reconnaît que les subventions et les prêts à faible taux d'intérêt sont essentiels pour les pays qui luttent pour faire face à l'urgence climatique. Enfin, l'initiative propose des mécanismes innovants comme les

swaps dette-nature et dette-climat, qui permettent d'alléger la dette tout en générant les ressources financières dont les pays vulnérables ont besoin pour s'approprier leur transition climatique et construire des économies et des sociétés plus résilientes.

Mais le financement seul ne suffit pas. Un changement de paradigme est nécessaire dans notre façon de comprendre le développement, en passant de la poursuite étroite de la croissance du PIB à une approche plus holistique qui valorise la justice sociale, la durabilité de l'environnement et le bien-être humain. Il faut pour cela repenser fondamentalement nos modèles économiques. Une croissance infinie sur une planète finie n'est tout simplement pas possible. Nous devons adopter une économie circulaire qui améliore l'efficacité des ressources, minimise les déchets et promeut une consommation durable.

Un tel changement dépend en fin de compte de la fraternité mondiale. Nous devons reconnaître que, dans un monde interconnecté, nos actions ont des conséquences pour les autres et que la protection de notre planète est une responsabilité partagée. Cela signifie qu'il faut répartir équitablement le fardeau du changement climatique, de sorte que ceux qui ont le moins contribué au problème n'en subissent pas les pires effets.

La direction d'un petit pays insulaire comme la Barbade m'a appris de précieuses leçons

sur le pouvoir de la communauté et de la résilience, ainsi que sur l'importance d'une vision à long terme. Nous avons payé le prix fort pour apprendre comment nous adapter aux conditions climatiques changeantes et innover face à l'adversité. Et nous avons pris conscience de l'importance de donner aux communautés les moyens de s'approprier les efforts d'adaptation et les solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience. Ces leçons, nées de la nécessité, ne sont pas propres à la Barbade ; elles peuvent guider tous les pays, quelle que soit leur taille ou leur richesse, vers un avenir plus durable.

J'ai souvent dit que le monde attendait des PEID qu'ils prennent la tête de la lutte contre la crise climatique, non pas parce que nous sommes riches ou puissants, mais parce que nous n'avons pas d'autre choix que de prendre les devants. La vérité incontournable est que nous ne pouvons plus rester seuls : tout le monde doit se joindre à la lutte pour sauvegarder la planète pour les générations à venir.

Plus qu'une question environnementale, la crise climatique est un défi mondial qui exige une réponse collective. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être divisés par des frontières nationales, des idéologies politiques ou des intérêts économiques. Il s'agit d'une profonde mise à l'épreuve de notre humanité commune, et nous aurons besoin de la solidarité mondiale –des gens ordinaires qui agissent chaque jour – pour la surmonter.



## Béchar Vers l'amélioration de l'alimentation en eau

**Quatre (4) nouveaux châteaux d'eau destinés au réseau d'eau potable (AEP), d'une capacité globale de 100.000 m3, seront réceptionnés prochainement dans la commune de Béchar, a-t-on appris samedi des responsables de la direction locale du secteur de l'Hydraulique.**

Ces ouvrages, dont les travaux sont actuellement à 98% d'avancement et devant être réceptionnés et mis en exploitation avant la saison estivale, permettront une augmentation du stockage de l'eau d'AEP à un volume de 166.550 m3, a précisé à l'APS le responsable du service de mobilisation des ressources hydriques et de l'AEP, Tayeb M'hamdi, en marge de la célébration de la journée internationale de l'eau. Un investissement sectoriel de cinq (5) milliards DA a été dégagé pour la réalisation et l'équipement de ces châteaux d'eau, d'une capacité de stockage de 25.000 m3 chacun, a-t-il indiqué, ajoutant que ces ouvrages sont destinés au stockage des eaux acheminées, via deux adductions de 213 et

190 km, respectivement des champs de captage des eaux albiennes des zones de Guetrani et Boussir, sur le territoire de la commune frontalière de Béni-Ounif. Outre ces projets, une opération de rénovation d'une grande partie des adductions et des réseaux de distribution d'AEP à travers les daïras de Béni-Ounif, Taghit, Abadla et Lahmar, sur un linéaire de 29 km, est en voie de lancement pour un coût de 250 millions DA, dégagés sur programme sectoriel, a-t-il également fait savoir.

En matière d'AEP, la wilaya de Bechar a bénéficié, ces trois dernières années, de deux (2) projets hydrauliques d'envvergure, à savoir celui de Boussir qui, à travers une dizaine de forages albiens, alimente actuellement, avec 30.000 m3/

jour, les habitants de la commune de Béchar en eau potable, et celui de Guetrani qui apporte une nouvelle offre en eau albiennne estimée à 80.000 m3/jour, et ce grâce à 26 forages de 550 mètres de profondeur, a révélé M.Mhamdi. Un financement public de plus de 41 milliards DA a été alloué pour la réalisation et l'équipement de ces grands projets hydrauliques, dans le but de sécuriser l'AEP des habitants de Béchar, Kenadza et Abadla, selon le même responsable. La célébration de la journée internationale de l'eau, dont les activités se sont déroulées à la bibliothèque centrale de la wilaya, a été marquée par plusieurs expositions mettant en avant les différents projets et réalisations du secteur de l'hydraulique.

### Sidi Bel-Abbès

## Sept voleurs de bétail arrêtés

Les services de la Gendarmerie Nationale de Sidi Bel Abbès ont arrêté sept individus pour vol de bétail, selon un communiqué de ces services.

"La brigade territoriale de la Gendarmerie Nationale de Sidi Lahcene, relevant du groupement de Sidi Bel Abbès, a procédé à l'arrestation de sept (7) individus âgés entre 30 à 40 ans, pour vol de bétail", précise le communiqué.

L'affaire a été enclenchée suite à "une plainte déposée par la victime, faisant

état du vol de 40 têtes de bétail de race locale", selon la même source.

Suite à quoi, "un plan de lutte contre le phénomène de vol de bétail a été élaboré et un dispositif sécuritaire rigoureux mis en place pour appréhender les membres du réseau, avec la fermeture de toutes les issues et axes pouvant être empruntés pour le transport du bétail volé", ajoute le communiqué.

Le plan mis en place a abouti à l'arrestation des suspects en flagrant délit dans des oliveraies d'une ferme de

la région, en train de transporter le bétail volé à bord d'un camion, selon la même source.

L'opération s'est soldée "par l'arrestation de sept (7) individus, la récupération du bétail volé, et d'armes blanches, ainsi que d'un camion utilisé dans le vol et de sept (7) téléphones portables", précise le communiqué.

Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en cause, qui ont été présentés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

### Mascara

## Des renforts pour la Protection civile

Les services de la protection civile dans la wilaya de Mascara ont bénéficié, récemment, de projets de réalisation de quatre nouvelles infrastructures, selon le directeur de wilaya de ce corps, lieutenant-colonel Madani Kamel. Dans une déclaration à l'APS en marge des expositions organisées à l'occasion de la Journée maghrébine de la Protection civile, le même responsable a précisé que ces projets, inscrits dans le programme de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) pour l'année en cours, concernent la réalisation de deux unités secondaires dans les daïras de

Hachem et Oggaz, ainsi que deux postes avancés d'intervention dans les communes de Maoussa et Froha.

Les procédures administratives relatives à ces projets seront lancées dans les prochaines semaines. Le lancement des travaux est prévu, au plus tard, avant la fin du premier semestre de cette année, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, il a annoncé la dotation prochaine des unités secondaires d'intervention de la wilaya en équipements spécialisés pour les opérations de sauvetage et de secours dans les zones difficiles d'accès, dans le cadre du programme de la Direction générale de la

Protection civile visant à améliorer la performance des équipes d'intervention. A noter que ces expositions, organisées sur deux jours au sein de l'unité principale de la Protection civile du chef-lieu de wilaya, présentent des affiches mettant en lumière les équipes spécialisées de ce corps, notamment les unités de plongée et de recherche en milieux difficiles.

Elles proposent également un aperçu statistique des différentes interventions effectuées par les agents au cours de l'année écoulée, ainsi qu'une exposition des moyens et des équipements d'intervention utilisés.

## Près de 400 foyers raccordés au réseau de gaz

Un total de 395 foyers du village de Souaihia relevant de la commune d'El-Gaâda, ont été raccordés dernièrement au réseau de distribution du gaz naturel. Cette opération a donné lieu à la réalisation de 11,6 kilomètre de réseau de distribution de gaz pour une enveloppe financière de 54,7 millions de dinars, financé dans le cadre du budget de la wilaya, selon les explications fournies par les responsables de la direction de l'entreprise "Sonelgaz" lors de la visite d'inspection du wali de Mascara, Fouad Aïssi, qui a ciblé plusieurs projets de développement dans les communes de Zahana et El-Gaâda.

Cette initiative permettra d'augmenter le taux de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel dans les

zones rurales de la commune d'El-Gaâda et de le porter à plus de 60 %, a-t-on fait savoir de même source.

Par ailleurs, lors de l'inspection des travaux de réalisation d'un centre de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux dans cette localité, le wali a insisté sur l'achèvement de ce projet avant la prochaine campagne de moisson-battage.

Il a également annoncé la réception, avant la prochaine rentrée scolaire, de six salles d'extension au collège "Rezini Abdelkader" dans le village de Djennine Meskine, tout en exhortant l'entreprise chargée des travaux à respecter les délais contractuels.

Dans le village de "Zeghloul", le wali a écouté les doléances des habitants,

qui ont exprimé leurs préoccupations concernant les travaux d'aménagement urbain, la rénovation de la salle de soins et le renforcement de l'approvisionnement en eau potable.

Il a promis de prendre en charge ces demandes dans les plus brefs délais, en fonction des priorités.

Cette visite d'inspection a été également marquée par l'inspection du chantier du projet d'aménagement du stade communal d'El-Gaada, pour lequel une enveloppe budgétaire de plus de 40 millions de dinars a été allouée dans le cadre du budget de la wilaya.

Les travaux, réalisés à environ 55 %, comportent la pose de gazon synthétique, l'aménagement des vestiaires et le renouvellement de l'éclairage public.

d'Oggaz et Zahana, suite à une collision entre deux motos, causant de graves blessures à deux personnes, indique la même source

Les deux blessés ont été transportés vers le service des urgences médicales de l'établissement public hospitalier de Sig, où l'un des deux a suc-

combé à ses blessures, a-t-on ajouté. Selon une source médicale du même établissement de santé, le second blessé est toujours sous surveillance médicale. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'accident.

### Naâma

## La fibre optique fait son chemin



L'entreprise Algérie Télécom a raccordé, dernièrement, quatre nouveaux groupes d'habitat dans la wilaya de Naâma au réseau de fibre optique offrant un haut débit d'Internet.

Les travaux d'installation de stations Internet à haut débit et de raccordement de ces groupes d'habitat à la technologie de fibre optique jusqu'au domicile, dénommée "FTTH" (Fiber To The Home), ont été achevés.

Cette technologie permet aux habitants de bénéficier de services Internet à très haut débit, a affirmé le directeur commercial par intérim à la direction d'Algérie Télé-

com à Naâma, Merzouki Mohamed. Cette opération a été finalisée et mise en service aux cités 98 habitations rurales et 20 logements publics locatifs dans la commune d'Ain Benkheil, ainsi que dans les cités 98 logements de fonction et 70 logements de fonction dans la commune de Naâma, selon la même source.

A noter qu'Algérie Télécom à Naâma a réussi à généraliser cette technologie basée sur le raccordement à la fibre optique dans les quartiers des 12 communes de la wilaya, avec un taux de couverture atteignant actuellement 92 %, a fait savoir le même responsable.

### Saïda

## Mobilisation en faveur des démunis

Les actions caritatives menées par des associations, des institutions religieuses et des bénévoles, dans la wilaya de Saïda durant le mois de Ramadhan, illustrent un fort élan de solidarité envers les personnes démunies et les voyageurs de passage.

Ces bénévoles se mobilisent pour concrétiser des actions et initiatives solidaires au profit des personnes défavorisées et d'autres âgées de la wilaya, afin de les soutenir et les aider en ce mois sacré.

L'activité solidaire des associations s'intensifie particulièrement pendant le mois du jeûne, comme en témoigne leur engagement dans la préparation et la distribution de repas chauds ainsi que de colis alimentaires destinés aux familles dans le besoin et aux gens de passage.

Le comité local du Croissant rouge algérien (CRA) a ouvert cinq restaurants d'iftar à travers les communes d'Ain El Hadjar, Sidi Boubekeur, Youb et Saïda (deux restaurants), afin d'offrir des repas à ces personnes en difficulté.

Ce comité mobilise tous ses membres durant le mois sacré pour superviser cette opération, qui commence chaque jour de l'après-midi jusqu'à l'heure de l'iftar.

Selon le président du comité local du CRA, Hadj Omar, "environ 200 personnes en bénéficient quotidiennement", signalant que le comité fait parvenir, chaque jour, 50 repas aux domiciles de personnes âgées et de malades ne

pouvant pas se déplacer, notamment à Saïda et Aïn El Hadjar. De nombreuses associations et acteurs de la société civile adoptent la même démarche solidaire, à l'instar de l'association "Kafil El Yatim" qui veille chaque année à apporter de la joie aux orphelins en leur offrant des colis alimentaires ainsi que des vêtements de l'Aïd. D'autres associations et des zaouïas dont celle de Sidi Blal, les Scouts musulmans algériens (SMA) et le groupe de jeunes bénévoles "Ness El-Kheir", mettent également en œuvre des programmes visant à répondre aux besoins des catégories vulnérables durant ce mois. Les jeunes bénévoles de "Ness El Kheir" contribuent à promouvoir les valeurs de solidarité en ouvrant un restaurant offrant quotidiennement des repas à près de 50 personnes.

De nombreux bienfaiteurs de la wilaya de Saïda participent également à ces actions caritatives dans le cadre d'un élan de solidarité envers les plus défavorisés.

De son côté, la direction des Affaires religieuses et des Wakfs a lancé une vaste campagne de dons dans différentes mosquées de la wilaya, en collectant des denrées alimentaires destinées aux personnes dans le besoin, a-t-on indiqué.

De nombreux bienfaiteurs se sont engagés, à travers les mosquées, dans cette noble démarche solidaire, afin de permettre à des personnes dans le besoin de jeûner dans de bonnes conditions.



## Fortunes diverses pour la marque Trump dans le monde Entre boom et vandalisme

**Golfs vandalisés en Ecosse et en Irlande, revers en Indonésie, mais gros succès en Inde: deux mois après le retour frénétique de Donald Trump à la tête des Etats-Unis, sa marque connaît des fortunes diverses à travers le monde.**

L'élégante façade du club-house du golf Trump Turnberry, sur la côte ouest écossaise, a récemment été couverte de peinture rouge sang, le parcours a été labouré par endroits et un message a été laissé en lettres majuscules sur le gazon soigneusement taillé: "Gaza n'est pas à vendre".

Des militants pro palestiniens ont revendiqué cet "acte de résistance" face au projet du président américain de déplacer les habitants de la bande de Gaza pour faire du territoire la "Riviera du Moyen-Orient".

Un autre golf de Donald Trump, en Irlande cette fois, a été ciblé la semaine passée. Des drapeaux palestiniens ont été plantés sur les greens du complexe côtier de Doonbeg, dont les responsables disent enregistrer un nombre record de nouvelles adhésions depuis la réélection du propriétaire des lieux.

### SYMBOLE DE LUXE

A des milliers de kilomètres de là, près de Jakarta, en Indonésie, des propriétés de luxe portant l'enseigne Trump devaient faire partie d'un vaste programme immobilier, qui a été bloqué en février par le gouvernement indonésien en raison de violations des règles environnementales.

Un golf Trump vient tout de même d'ouvrir sur le même site, en collaboration avec un groupe local. Une revanche pour la Trump Organization après l'échec d'un projet de golf et de station balnéaire il y a quelques années sur l'île touristique de Bali.

"La marque Trump n'est pas très connue en Indonésie. Ce n'est pas la même chose que Trump en tant que président", observe pour l'AFP Yoes Kenawas, chercheur en sciences politiques à l'Université catholique Atma Jaya.

Ce n'est pas le cas en Inde, où de gigantesques tours Trump à la décoration flamboyante, principalement résidentielles, grattent déjà le ciel embrumé des villes de Mumbai, Delhi, Calcutta et Pune.

Comme aux Philippines, en Turquie, en Corée du Sud ou en Uruguay, la Trump Organization n'investit pas directement dans les bâti-

ments, construits et gérés par des promoteurs.

Le conglomérat familial du magnat de l'immobilier devenu président est rémunéré en royalties, jusqu'à plusieurs millions de dollars, pour y accoler son nom, qui est en

Inde un excellent produit d'appel, synonyme de luxe et de réussite auprès d'une nouvelle classe aisée.

"La marque (Trump) est devenue plus grande que nature, surtout depuis qu'il est



revenu pour un second mandat", dit à l'AFP Anuj Puri, directeur de la société de conseil en immobilier Anarock. "On le voit plus dans les journaux que n'importe quel homme politique indien".

Un nouveau projet immobilier à Pune a été annoncé cette semaine, et cinq autres "Trump towers" pourraient pousser ces prochaines années en Inde, le plus important marché du groupe en dehors des Etats-Unis.

### CONFLITS D'INTERETS?

Comme lors de son premier séjour à la Maison Blanche, le milliardaire républicain de 78 ans a officiellement confié la gestion de ses affaires à ses enfants, ce qui n'empêche pas les craintes de potentiels conflits d'intérêts.

"La présidence de Trump est transactionnelle et transforme l'Amérique en un Etat néopatrimonial, où les frontières entre le public et le privé sont floues", estime Deepanshu Mohan, enseignant à l'université indienne O.P. Jindal Global.

"C'est ainsi que fonctionne le gouvernement Trump et ce qu'il attend de ses alliés. L'Inde a réagi en conséquence pour se rapprocher de Trump", ajoute-t-il, alors que le président des Etats-Unis et le Premier ministre indien Narendra Modi ont affiché leur complicité lors d'une récente visite officielle à Washington.

La Trump Organization s'est publiquement engagée en janvier à ne conclure "aucun nouveau contrat ou transaction avec un gouvernement étranger" et à faire don au Trésor américain de tout argent perçu lorsque des responsables étrangers séjournent par exemple dans des hôtels du groupe.

Contactée par l'AFP, la société n'a pas répondu dans l'immédiat.

Un complexe hôtelier et de golf siglé Trump est en cours de construction à Oman sur des terres appartenant au gouvernement local.

La famille Trump a aussi noué un accord avec le circuit professionnel LIV Golf, directement contrôlé par le fonds souverain d'Arabie saoudite, pays dans lequel elle a annoncé en décembre deux nouveaux projets immobiliers.

### A un «tournant de l'histoire»

## Tokyo, Pékin et Séoul cherchent à renforcer leur coopération



Les chefs de la diplomatie du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud ont cherché samedi à se rapprocher et surmonter leurs différends et désaccords, comme l'Ukraine ou la Corée du Nord, au moment où la guerre commerciale engagée par les Etats-Unis menace la région. "La situation internationale est devenue de plus en plus difficile, et il n'est pas exagéré de dire que nous nous trouvons à un tournant de l'histoire", a déclaré le ministre japonais des Affaires étrangères, Takeshi Iwaya en ouvrant ses discussions avec ses homologues chinois Wang Yi et sud-coréen Cho Tae-yul. "Il est plus que jamais nécessaire de redoubler d'efforts pour surmonter les divisions et les confrontations par le dialogue et la coopération".

Renforcer la coopération permettra de "résister ensemble aux risques" et de promouvoir la "compréhension mutuelle" entre les populations, a relevé de son côté Wang Yi.

Cette réunion trilatérale, la 11e sous ce format, intervient en effet alors que l'Asie orientale se trouve sous la menace de l'offensive douanière du président américain Donald Trump, et confrontée aux déploiements militaires nord-coréens en soutien à la Russie en Ukraine et manœuvres de Pékin autour de Taïwan.

La rencontre a donné lieu, a indiqué M. Iwaya à son issue, à "un échange de points de vue franc sur la coopération trilatérale" et les enjeux internationaux, relevant une volonté commune de "promouvoir une coopération orientée vers l'avenir".

Il a annoncé que Tokyo, Séoul et Pékin comptaient "accélérer" leurs discussions pour organiser un nouveau sommet entre leurs dirigeants.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des trois pays s'étaient retrouvés en mai 2024 à Séoul pour leur premier sommet tripartite en cinq ans: ils y avaient réaffirmé leur objectif de dénu-

cléarisation de la péninsule coréenne --en référence aux armements nucléaires développés par la Corée du Nord.

Séoul et Tokyo adoptent une position plus ferme à l'égard de Pyongyang que Pékin, qui demeure l'un des principaux alliés et bailleurs de fonds économiques de la Corée du Nord.

### "RESPONSABILITÉ PARTAGÉE"

"Nous avons réaffirmé que le maintien de la paix et de la stabilité dans la péninsule coréenne constitue un intérêt commun et une responsabilité partagée des trois pays", a déclaré Cho Tae-yul à l'issue de la rencontre de samedi.

"Par ailleurs, j'ai insisté sur le fait que la coopération militaire illégale entre la Russie et la Corée du Nord devait être immédiatement interrompue", a-t-il déclaré.

Alors que Pékin s'est nettement rapproché de

Moscou depuis le lancement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine il y a trois ans, le ministre japonais des Affaires étrangères a de son côté averti qu'il n'était acceptable "nulle part" de "changer le statu quo par la force".

Les ministres ont aussi abordé les questions du changement climatique et de mesures visant à contrer la baisse de la natalité, ainsi que la coopération technologique et en matière d'aide aux victimes de catastrophes naturelles.

Mais ce sont les questions économiques qui dominaient les préoccupations, dans un contexte électrique.

Les Etats-Unis ont déjà frappé de droits de douane additionnels de 20% les importations de produits chinois, et imposé des droits de 25% sur l'acier et l'aluminium, décision qui frappe durement leurs alliés que sont le Japon et la Corée du Sud.

Une salve de droits de douane "réciproques" ciblant tous les pays est en outre attendue début avril. Dans ce contexte, "il n'est pas surprenant que les trois plus grandes économies d'Asie orientale se tournent les unes vers les autres en quête de nouvelles opportunités économiques", a estimé auprès de l'AFP Patricia Kim, chercheuse à la Brookings Institution à Washington. Des discussions bilatérales sont également prévues samedi après-midi. En particulier, le Japon et la Chine tiendront leur premier "dialogue économique de haut niveau" en six ans.

Les deux puissances tentent de renouer des relations qui, depuis des années, sont entachées notamment par d'historiques conflits territoriaux. Tokyo entend également convaincre Pékin de lever complètement l'interdiction des importations de fruits de mer japonais, imposée après le début du rejet dans l'océan de l'eau stockée sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima. Un dossier jugé crucial par M. Iwaya. La Chine a déjà annoncé en septembre se préparer à "reprendre progressivement" ses importations, mais sans mise en œuvre effective pour l'heure.



## Eliminatoires - Coupe du monde 2026 - Groupe G

# La qualification au Mondial passe par Tizi Ouzou



M. Zeggai

En dépit des conditions climatiques très difficiles en plein mois de Ramadhan, les Verts ont répondu présents à l'attente du public algérien en parvenant à bien négocier son déplacement périlleux au Botswana. Privée par l'absence des Farsi, Mandrea, Tougaï, Bennacer, Aouar, Bounedjah, Abdelli, Zerrouki et Hadj Moussa, l'EN a repris la première place du groupe G avec 12 points à égalité avec le Mozambique mais avec une meilleure différence de buts. Malgré tous ces obstacles, les nôtres ont su faire parler leur talent pour décrocher un succès qui leur permet d'entamer la suite de la compétition avec sérénité. Mis sous pression après la victoire du Mozambique face à l'Ouganda, les Algériens devaient coûte que coûte s'imposer face au Botswana lors de cette journée qualificative au Mondial 2026. C'est désormais chose faite. Sur une pelouse dégradée et dans une chaleur étouffante, les nôtres ont parvenus à atteindre l'objectif assigné grâce à Gouiri et surtout Amoura et confirmer leur belle forme. Dès l'entame de la rencontre, les Verts ont évité de prendre de risques tant que les conditions d'avant-match leur ont été défavora-

bles. La prudence et la gestion du match ont prévalu face à une équipe botswanaise, décidée à créer l'exploit. Conscients de l'importance du match, les coéquipiers de l'excellent Gouiri ont réussi à reprendre le match en main tout en restant vigilants sur les contres adverses. Le match a été lancé juste avant le repos par Gouiri, qui a débloqué la situation d'un joli heading, exploitant un centre bien travaillé de Boudaoui dans un moment crucial de la partie. Cet avantage a permis aux Verts d'aborder la seconde période avec plus de confiance et avec un avantage psychologique important. Ce n'est que justice si Amoura parvint à doubler la mise à la 54', sur un caviar de Gouiri. Les Botswanais ont tenté de réagir et ont réduit l'écart à la 70' minute, mais l'espoir des locaux a été de courte durée. Amoura, encore lui, a scellé la victoire algérienne à la 74' en profitant de sa vitesse pour battre le gardien adverse en duel. Trois joueurs ont été incorporés à la 70' en prévision du prochain match capital pour la qualification au Mondial 2026. C'est ainsi que Vladimir Petkovic a intégré les Benrahma, Chaïbi et Belaïli à la place de Mahrez, Zorgane et Gouiri, puis Kendouci en remplacement de Benzia (83').

En somme, Gouiri et Amoura, les

deux hommes du match, ont porté les Verts vers un quatrième succès en cinq journées. Pour sa part, Vladimir Petkovic estime que cette victoire ne fut pas facile. «Le match s'est déroulé dans des conditions difficiles. Même les joueurs du Botswana, qui sont habitués aux conditions climatiques de leur pays semblaient avoir mal à aller au bout des 90 minutes, tellement ils ont souffert physiquement. Le mérite de nos joueurs est donc plus grand d'avoir répondu présent et d'avoir fourni un match plein, qui nous permet de remporter cette importante victoire. Je les remercie et félicite pour leurs efforts, car aujourd'hui, il n'était pas facile d'être sur le terrain. A présent, on doit penser à bien récupérer, pour être à 100% lors du prochain match». En somme, avec cette victoire, l'Algérie confirme son statut de favorite et aborde la prochaine rencontre face au Mozambique avec l'ambition de conforter sa position de leader. Ce duel, prévu à Tizi Ouzou, s'annonce crucial pour la suite des qualifications et pourrait permettre aux Verts de prendre une sérieuse option pour le Mondial 2026 d'autant plus que la Somalie a tenu en échec la Guinée, annoncée comme principale adversaires des verts dans le groupe G.

## Les notes des Verts

Les verts ont réussi à sauter l'obstacle botswanaïse grâce au bon coaching de Vladimir Petkovic en seconde période en fonction des données du match et son objectif. Le coach national a exploité la vitesse d'Amoura en contre en s'appuyant sur la conservation de la balle pour endormir l'adversaire avant de trouver la faille fatidique. A propos du rendement individuel, nos joueurs bénéficient des circonstances atténuantes compte tenu des conditions du match.

- **Guendouz** : le keeper algérien n'a pas eu beaucoup de travail en raison de la bonne organisation défensive de ses coéquipiers. En revanche, Guendouz nous a semblé quelque peu assez fébrile dans la relance. Il est accrédité d'un match d'une manière générale.

- **Atal** : remplacé par Touba juste avant la mi-temps, s'est bien illustré dans la réorganisation tactique des Verts. Le latéral droit algérien a eu un match difficile avant sa blessure qui l'a contraint à quitter le terrain.

- **Mandi** : le recordmen des sélections en équipe nationale a sorti un bon match sur le plan défensif et ce, en dépit de quelques ratages dans la relance. Il a assuré convenablement son rôle grâce à son expérience et sa lecture du jeu ad-

verse. Mandi a évolué dans le couloir droit après que Touba a glissé dans l'axe.

- **Bensebaïni** : il a confirmé son statut de pilier de la défense des Verts. Il a été l'un des meilleurs joueurs du match. Bensebaïni a bien géré son match avec ses jaillissements et ses interventions énergiques qui ont donné confiance à ses coéquipiers.

- **Aït-Nouri** : il nous a habitués à mieux. Aït Nouri a eu tendance à jouer facile. Il a été un élément incontournable par sa contribution offensive sur le flanc gauche. Même s'il n'a pas joué avec la plénitude de ses moyens, Aït-Nouri a été tout même un élément présent.

- **Boudaoui** : le transfuge de l'OGC Nice a réalisé un bon match. Il ne s'est pas distingué en première période mais il a eu le mérite de délivrer une passe décisive pour Gouiri dans l'ouverture du score.

- **Zorgane** : il a du mal à s'imposer dans l'entrejeu des Verts par sa lenteur et son manque de régularité dans l'effort. Certains estiment que Zorgane a fait un travail de l'ombre mais cela reste insuffisant pour faire oublier les absents tels que Zerrouki, Bentaleb, Aouar, Bennacer ou Abdelli. Il a été remplacé par Belaïli (70').

- **Mahrez** : le grand absent de ce match. Le capitaine des Verts est passé à côté de la plaque sans pour autant confirmer tout le bien que l'on pensait de lui. Il a cédé sa place à Chaïbi (70').

- **Gouiri** : auteur du premier but libérateur, Gouiri a été à l'origine du second but d'Amoura. Lattaquant de l'O. Marseille s'est explosé depuis son dernier transfert à la Cannebière et devient un élément essentiel dans l'échiquier de Vladimir Petkovic. Pour une raison de fraîcheur physique, il a été remplacé par Benrahma (70') en prévision du prochain match contre le Mozambique.

- **Amoura** : incontestablement le meilleur algérien malgré un but de match assez difficile. L'ailier de poche algérien a cette capacité de se montrer réaliste à n'importe quel moment de la partie. Auteur d'un joli doublé, Amoura a eu le mérite de "tuer" le match au moment où l'adversaire commençait à revenir dans le match.

- **Benrahma** a tiré son épingle du jeu et répondu à ses détracteurs, il a montré qu'il peut apporter le plus escompté.

M. Zeggai

## Le football algérien et africain en deuil

# Djamel Menad n'est plus

La triste nouvelle est tombée tel un couperet, laissant une profonde tristesse au sein de la famille sportive algérienne. Djamel Menad s'est éteint hier en fin de matinée à l'âge de 65 ans à la suite d'une grave maladie. Une icône du football algérien et africain est partie. L'Algérie perd un grand joueur qui a servi son pays en consacrant toute sa vie pour le football. Considéré comme l'un des meilleurs attaquants algériens et africains, le défunt Djamel Menad était connu par sa sagesse, son sérieux, ses qualités innées d'un véritable goléador qui lui ont permis de gravir tous les échelons. Djamel Menad, né le 22 juillet 1960 à El-Bayadh, a porté les couleurs de la sélection à 79 reprises de 1980 à 1995. L'ancien international algérien et ancien entraîneur de plusieurs clubs, Djamel Menad, était considéré comme l'un des plus éminents porteurs du maillot de l'équipe nationale, et a représenté certains des plus grands clubs locaux, avant de réaliser une riche carrière d'entraîneur avec l'USM Alger, le CR Belouizdad, le MC Alger et la JSM Béjaïa. Sa carrière de joueur d'une durée d'une vingtaine d'années a été marquée par deux passages par la JS Kabylie avec qui il remporte



cinq championnats et surtout trois titres africains dont celui des clubs champions en 1981. Il remportera également trois coupes d'Algérie avec le CRB, la JSK et l'USMA. Par ailleurs, il évoluera pendant cinq ans à l'étranger, à Nîmes en France et à Famalicão au Portugal. Avec les Verts, le regretté Djamel Menad a participé à six reprises à la CAN et à la Coupe du Monde 1986. Il contribuera largement à la conquête de la CAN 1990 en marquant 4 buts en 5 matchs. En tant qu'entraîneur, il atteindra deux fois la finale de la Coupe d'Algérie avec le CRB et le MCA en 2012 puis en 2013. Durant toute sa carrière, il a gagné l'estime de tous, adversaires et coéquipiers. Djamel Menad restera à jamais gravé dans la mémoire pour tout ce qu'il a réalisé pour le football algérien. **M. Z.**

## Les condoléances du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille de l'ancien joueur de la JS Kabylie et de l'équipe nationale de football, Djamel Menad, décédé samedi à l'âge de 64 ans. "C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appris la douloureuse nouvelle du décès de Djamel Menad, l'une des légendes du football algérien. Une perte bouleversante pour l'ensemble de la famille sportive et footballistique algérienne. Après s'être illustré en tant que joueur de la JS Kabylie et avoir brillé au sein de notre équipe nationale dans les années 1980-1990, il s'appropriait à écrire un nouveau chapitre de gloire en tant qu'entraîneur.

Son parcours au grand palmarès, jalonné de réalisations et de victoires sur les scènes nationale, continentale et internationale, reste gravé dans la mémoire de tous les supporters. Les Algériens garderont de lui le souvenir d'un homme à la conduite exemplaire.

En cette douloureuse épreuve, le président de la République présente ses sincères condoléances à la famille du défunt et à l'ensemble de la famille sportive, les assurant de sa profonde compassion et implorant Allah Tout-Puissant, en ces derniers jours du mois sacré de Ramadhan, d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches. A Allah nous appartenons et à lui nous retournons", lit-on dans le message de condoléances.

## Affaire RS Berkane

# Le TAS met fin au jeu de la CAF et des Marocains

Le 26 février dernier, le Tribunal arbitral du sport a contesté la décision de la CAF d'autoriser le port du maillot du RS Berkane à porter des maillots à caractère politique, estimant que "l'image d'une carte territoriale du Maroc, intégrant le Sahara occidental, sur les maillots litigieux véhicule un message, une manifestation ou une propagande à caractère politique, étant donné que cette carte représente l'affirmation d'une souveraineté territoriale qui demeure à ce jour contestée et encore non résolue sur le plan international". L'instance dirigeante du football mondial stipule qu'aucun équipement «comportant des déclarations ou des images politiques» ne peut être porté. Une semaine après, la CAF a annoncé, dans une correspondance officielle adressée à toutes les fédérations membres, qu'il ne sera désormais plus permis de porter des

maillots comportant des slogans, symboles ou représentations à caractère politique dans l'ensemble de ses compétitions. Ce courrier interne explique : après avoir résumé ce qu'a dit le TAS, que "pour assurer la mise en œuvre effective du principe de neutralité politique de la CAF rappelé par le TAS, nous vous informons que les équipements ne seront, dès notification de la présente, pas ou plus autorisés pour les compétitions de la CAF s'ils comportent un message, une carte, un slogan ou une représentation à caractère politique". "En cas de non-respect de ces exigences, la CAF aura le droit et le devoir d'interdire ou de demander la modification des maillots incriminés pendant ses compétitions". Voilà une décision qui met fin dans un premier temps à l'influence déterminante de Fouzi Lekjaâ au sein de la CAF. L'Algérie et passée par là. **M. Z.**



## f Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر

آنقظ حياة بقطرة دم

## HUISSIERS DE JUSTICE

## محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail [canalsurpub@yahoo.fr](mailto:canalsurpub@yahoo.fr) T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing &amp; Publicité

Conception-Rédaction &amp; Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse



■ A vendre maison de maître, R+1, à Bouhanifia, Haï Benzouina, composée de 5 pièces, cuisine, cour et garage. – Tél : 0770.18.23.70

## PENSÉE

23 Mars 2022

Déjà 3 ans

depuis que nous

a quittés à

jamais ma chère

maman El Hadja

Zoubida

SEDDIKI, pour un monde

meilleur. En ce triste souvenir, je

prie tous ceux et celles qui l'ont

connue pour sa bonté, sa

gentillesse et son honnêteté,

d'avoir une pieuse pensée en sa

mémoire. Puisse Dieu Le Tout-

Puissant lui accorde Sa Sainte

Miséricorde et l'accueille en Son

Vaste Paradis. Tu resteras

toujours dans mon cœur.



Ta fille Latéfa

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA DE MARHOUM

COMMUNE DE BIR EL H'MAM

N° I.F.:098422485173118

## DEUXIEME AVIS D'APPEL D'OFFRE

OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03/2025

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de la commune de Bir el H'mam, et dans le cadre du programme aide développement économique et social pour les communes (ADESC) pour l'année 2025 Lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

- Lot N°01 :ACHEVEMENT DE LA REALISATION JARDIN PUBLIC HAI EL BADRE 2eme TRANCHE
- Lot N° 02 : AMENAGEMENT ESPACE VERT HMAMOU AHMED

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège du bureau des marchés de la commune de bir el h'mam. Contre le paiement d'un montant de huit milles 8.000.00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des documents suivants :

## - Dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature, datée, signée et achetée.
- La déclaration de Probité dûment remplie, datée, signée et achetée.
- Copie de certificat de qualification et classification professionnelle activité principale bâtiments de catégorie quatre(04+) et plus en cours de validité.
- Statut de l'entreprise éventuel (dans le cas d'une SARI ou EURL).
- Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux légaux de l'exercice 2024 pour les personnes morales.
- Liste des moyens humains (affiliation CNAS en cours de validité et diplôme pour encadrement Technique) et attestation de travail pour les ouvriers.
- Copies des bilans financiers visées par les services des impôts et les chiffres d'affaire de l'entreprise des trois dernières années.
- La liste des moyens matériels destinés à l'exécution du projet accompagnés par des copies des pièces justificatives d'appartenance : carte grise avec assurances valides, récépissé de circulation, contrat de location notarié, pour le matériel non roulant, il doit être justifié par une expertise d'évaluation jusqu'à la date d'ouverture des plis.
- Performance de l'entreprise: toute entreprise soumissionnaire doit disposer de référence professionnelle justifiées par attestation de bonne exécution au nombre de trois (03) Travaux en bâtiments.

## - L'offre technique contient :

- déclaration à souscrire dûment renseignée datée et signée
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application de l'article 78 du décret présidentiel n° 15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics ;
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- planning des travaux.

## - offre financière:

- Lettre de soumission remplie et signée, datée et cachetée par le soumissionnaire.
- Devis quantitatif et estimatif du projet dûment cachetée et signée par le soumissionnaire.
- Bordereau des prix unitaires dûment rempli cachetée et signée (rempli en lettre et en chiffre).

## PRESENTATION DES OFFRES:

Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière dans 03 trois enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de cocontractant dont le contenu sera clairement indiqué sur l'enveloppe ; Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention -A Monsieur le Président de l'Assemblée Populaire communale de Bir el H'mam- à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

- appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales N° 03/2025.

OBJET DU PROJET :- Lot N°01 : achèvement de la réalisation jardin public hai el badre 2eme tranche

-Lot n° 02 : aménagement espace vert hmamou ahmed

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours comptés de la première publication de l'avis d'appel d'offre sur la presse Nationale ou le BOMOP ou le portail des marchés publics. Si ce dernier jour correspondant au dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation sera prorogée au jour ouvrable suivant et à la même heure.

L'ouverture des plis des dossiers de candidatures, des offres technique et financière est prévue en séance publique et se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à 11 heure.

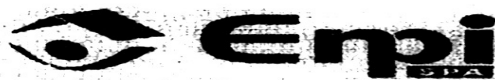
- Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 03 mois à compter de la date limite de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à partir de 11 h 00

Fait à Bir el h'mam le : 03 Mars 2025  
LE P/APC

ANEP N° 2531100241 Le Quotidien d'Oran 23/03/2025

ANEP N° 2531004494 Le Quotidien d'Oran 23/03/2025



## ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIERE

Société par actions : SPA/ENPI - Capital : 1.000.000.000,00 DA

NIF 000916098323607

---000---

## AVIS D'INFRUCTUOSITE N°03/2025/AI

En application des dispositions de la procédure passation des Marchés et commandes financés par fonds propres de l'EPE-ENPI-spa version Mars 2022, l'ENPI-SPA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu au 2eme Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°10/DRO / ENPI /2025, paru sur les quotidiens nationaux « الأمة » 24/02/2025 et « Le Quotidien d'Oran » en date du 24/02/2025 relatif à :

**La réalisation en TCE sans VRD de 03 Logements Promotionnels Libres en R+1 type individuels avec cours et garage à Les Fleurs commune de Mansourah wilaya de Tlemcen.**

A été déclaré Infructueux par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour le motif suivant :

- Aucune offre n'a été déposée.

ANEP N° 2531004495 Le Quotidien d'Oran 23/03/2025

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS  
DE LA WILAYA DE TLEMCEEN  
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF DU MAÎTRE D'OUVRAGE : 413 024 000 013031

En application de l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Équipements Publics de la wilaya de TLEMCEEN sis à cité les DAHLIA EL KIFFANE informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par le concours national d'architecture restreinte lancé aux journaux : ( Sport News) en date du 13/01/2025 et (Le Quotidien d'Oran) en date du 15/01/2025, et suite :

- = 1<sup>re</sup> phase: l'ouverture des plis qui a eu lieu le 22/01/2025 et à la réunion de la commission d'évaluation des offres qui s'est tenue en date du 02/02/2025
- = 2<sup>ème</sup> phase: l'ouverture des plis qui a eu lieu le 05/03/2025 et à la réunion de la commission d'évaluation des offres qui s'est tenue en date du 09/03/2025
- = 3<sup>ème</sup> phase: l'ouverture des plis qui a eu lieu le 16/03/2025 et à la réunion de la commission d'évaluation des offres qui s'est tenue en date du 16/03/2025.

dans le cadre de l'opération : Etude et suivi pour la réalisation d'un Lycée Type 1000 Au Niveau du Site des 1326 L.S+50 LPL Au Centre, Commune de DE AIN GHORABA, Wilaya de TLEMCEEN (Cité d'Habitat Intégrées 2025), il a été proposé l'attribution provisoire comme suite :

BET	NIF	Montant de Soumission DA en TTC « ETUDE »	Montant de Soumission DA en TTC « SUIVI »	Montant de Soumission DA en TTC « Etudes+suivi »	Note	Délai D'étude	Délai Suivi	Observation
AMRI ZOUHEYR	18427010024515300000	14 816 340.00	17 285 730.00	32 102 070.00	106.92	04mois	14mois	Offre mieux disant

N.B

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation. Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la première parution du présent Avis dans la presse nationale auprès de la commission des marchés de la Wilaya de TLEMCEEN.

ANEP N° 2531004476 Le Quotidien d'Oran 23/03/2025



2

21.10 Larguées

12.00 Tout le monde veut prendre sa place



13.00 Journal  
13.20 13h15, le dimanche  
15.10 Affaires sensibles  
16.10 Un dimanche à la campagne  
18.05 Les enfants de la télé  
20.00 Journal  
20.30 20h30 le dimanche



Sœurs au caractère très différent, Rose et Alice décident de partir en vacances avec leur mère, Françoise, pour lui redonner la joie de vivre. Françoise vient d'être quittée par son mari pour une femme plus jeune et elle est en pleine dépression. Toutes trois prennent la direction l'île de La Réunion pour des vacances hautes en couleur.  
22.45 Beau geste  
23.45 Histoires courtes

3

21.05 Hudson et Rex

09.45 Parlement hebdo  
10.20 Nous, les Européens  
11.10 Dimanche en politique  
12.55 Dans votre région  
13.30 Vivement dimanche  
15.40 Nos maisons enchantées  
16.45 Le jeu des 1000 euros  
17.25 Slam  
18.05 Questions pour un champion  
18.55 Le journal des talents  
19.15 ICI 19/20



**Saison 6 - Ep 5 : Le gardien de la nuit**  
Un juriste perd la vie dans l'enceinte d'un parc plongé dans les ténèbres. Les enregistrements visuels des appareils de sécurité suggèrent l'implication d'une silhouette revêtue de l'accoutrement du Gardien de la Nuit, figure aux capacités surnaturelles créée pour un divertissement télévisuel d'une époque révolue. Face à cette situation déconcertante, le duo composé de Charlie et de son fidèle compagnon Rex s'immerge dans une investigation complexe.

4

21.00 Compromis

11.01 Idéfix et les Irréductibles  
11.55 Manger, bouger, dormir  
12.11 Jean-Michel, Super Caribou  
13.25 Un jour, une question  
14.45 Les as de la jungle à la rescousse  
15.50 Les 3 Mousquetaires  
16.30 Fort Boyard  
18.54 Organisation Super Insolite  
19.55 Okoo-koo  
20.25 C'est toujours pas sorcier



Deux amis de trente ans se retrouvent dans un appartement vide. L'un est un comédien médiocre, l'autre, un dramaturge raté. Le premier vend son appartement et a demandé au second d'être présent lors de la signature du compromis, afin de rassurer l'acheteur. En attendant de dernier, le ton monte tout doucement entre flatterie, et taquinerie, caresse et blessure jusqu'au règlement de compte auquel finit par assister l'acheteur abasourdi.  
22.30 Où est parti E.T. ? L'enfance selon Spielberg

5

arte

TMC

09.25 Silence, ça pousse !  
10.20 Echappées belles  
12.00 C Médiatique  
13.00 Escapades aériennes  
13.35 C l'hebdo  
16.15 Nos très chers animaux  
17.15 1941, les secrets de la rafle du billet vert  
18.30 En société  
20.00 C politique  
21.00 C'est bon à savoir  
21.07 Syrie : la chute du clan Assad  
22.25 Bachar, le maître du chaos  
23.40 Les années sida, à la mort, à la vie

09.05 Twist  
09.35 Tanzanie : Les mécanos de la savane  
10.20 Cuisines des terroirs  
10.50 Un billet de train pour...  
17.30 Cache-....  
Un jeu d'artiste  
18.25 Klaus Mäkelä & Yuja Wang : Ravel concertos avec l'Orchestre de Paris  
20.05 Elvis & Priscilla  
21.00 Tom Horn, sa véritable histoire  
22.35 I Am Steve McQueen  
23.55 Pierre Boulez: Le chemin vers l'inconnu

09.23 Monacoscope  
09.25 Le bêtisier de l'été  
13.36 Petits plats en équilibre  
13.40 Ghost Whisperer  
18.55 Les mystères de l'amour  
21.05 Petits plats en équilibre  
21.10 Ensemble contre le sida  
21.15 Esprits criminels



22.55 New York Unité Spéciale



CINE + FRISSEON 20.50

American Sniper

Acteur: Bradley Cooper, Sienna Miller, Luke Grimes, Jake McDorman,...  
Pendant le conflit en Irak, au début des années 2000, Chris Kyle, un des snipers les plus précis de l'armée américaine, se retrouve face à un cas de conscience. Le soldat se remémore son enfance, à Odessa, et se souvient de son père, un homme autoritaire et pieux, qui lui apprend à chasser. Il repense à sa vie d'adulte et à son engagement dans les Marines, en 1998, après les attentats contre des ambassades américaines.



CANAL+ family 20.50

BOULE & BILL

Acteur: Franck Dubosc, Marina Foïs, Charles Crombez, Matéo Beutels,...  
Tout commence à la S.P.A. Un jeune cocker se morfond dans sa cage. Il ne trouve pas les maîtres de ses rêves. Soudain, apparaît un petit garçon, aussi roux que lui. Qui se ressemble s'assemble : c'est le coup de foudre. Pour Boule et Bill, c'est le début d'une grande amitié. Pour les parents, c'est le début des ennuis et c'est parti pour une grande aventure en famille !



CINE + PREMIER 20.50

Soudain seuls

Acteur: Mélanie Thierry, Gilles Lellouche  
Après avoir quitté Brest il y a quelques mois, Ben et Laura, seuls sur leur bateau, effectuent un tour du monde qui doit les amener prochainement à Puerto Edén, au Chili. Mais entre-temps, Ben voudrait faire une escale sur une petite île pour observer baleines et aurores boréales. Le couple fait donc une halte sur une superbe île volcanique quand une tempête éclate, les forçant à rester la nuit sur l'île. Le lendemain, à leur réveil, Laura et Ben sont incapables de repérer leur bateau à l'horizon. Ils se créent alors un campement de fortune dans une ancienne base de baleiniers.

## TÉLÉVISION

TF1

France / Croatie

Ligue des Nations UEFA



Trois jours après le match aller à Split, l'équipe de France va tenter de décrocher son billet pour les demi-finales dans son ancre du Stade de France. Quatre ans après avoir remporté le titre, les Bleus vont tout mettre en oeuvre pour allonger leur palmarès. Pour cela, Jules Koundé, et les Tricolores vont devoir dominer ce soir une solide formation croate emmenée par des joueurs expérimentés comme Luka Modric son emblématique capitaine, Mateo Kovacic,...  
22.40 L'après-match  
23.00 Esprits criminels

6

21.10 Zone interdite



La France compte moins d'un millier de détectives privés. Des enquêteurs aujourd'hui principalement sollicités pour des arnaques à l'assurance et des disparitions mais pas seulement... A l'instar de Victor, Jérémy et Lisa, ces professionnels traquent également les arêts maladies abusifs ou la concurrence déloyale pour des patrons de PME. De son côté, Sandra, victime de tromperie dans le passé, trouve dans ce métier un moyen d'aider...  
23.10 Enquête exclusive



18.40 66 minutes : grand format  
19.40 Météo  
19.45 Le 19.45  
20.10 Sport 6  
20.25 E=M6

CANAL+

21.05 Bordeaux-Bègles / Toulouse



La 19e journée du Top 14 se termine avec ce choc du haut de tableau entre les deux favoris pour le titre. Leaders au soir de la 18e journée, Blair Kinghorn et les Toulousains ont l'occasion de conforter leur place en cas de victoire ce soir. Les joueurs d'Ugo Mola auront à cœur de prendre leur revanche sur les Girondins qui se sont imposés à Ernest-Wallon au match aller (16-12).  
23.02 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

TFX

W9

09.25 American Pickers, la brocante made in USA  
12.31 Stasi F.C.  
14.03 Charles III, un royal destin  
15.47 L'Europe des merveilles  
17.41 Le mystère de l'homme de Denisova  
18.33 Enfant sapiens  
20.55 L'Europe des merveilles  
22.57 Sarah Bernhardt : Pionnière du show business  
23.57 Chanel/ Schiaparelli, le noir et le rose

09.33 TFX infos  
09.35 Very bad blagues  
12.25 Friends  
20.02 Petits plats en équilibre  
20.05 Friends  
21.05 Petits plats en équilibre  
21.10 Mary à tout prix



23.20 Le nouveau stagiaire

09.20 Génération Hit machine  
10.20 HDM : L'hebdo de la musique  
12.20 100% poker  
12.50 Scorpion  
16.30 La petite histoire de France  
21.10 Mince alors 2 !



23.10 Mince alors !







## Licenciements massifs des employés de l'agence des migrations de l'ONU

Confrontée au brutal coup de frein des Etats-Unis à leur aide humanitaire, l'agence des Nations unies pour les migrations a rapidement supprimé des milliers d'emplois, poussant des dizaines de salariés à demander aux pays membres d'intervenir. La mission de l'OIM - assister les 281 millions de migrants partout dans le monde et promouvoir des voies de migrations régulières - est doublement affectée par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

L'OIM, qui employait environ 22.000 personnes à la fin de l'année dernière, a agi plus vite et plus fort que ses consoeurs pour supprimer des emplois face à la disparition subite de 30% du financement prévu cette année. Au total et en seulement quelques semaines, l'agence, a annoncé plus de 6.000 suppressions d'emplois.

Rien qu'aux Etats-Unis, 3.000 personnes qui participaient à un programme de réinstallation de réfugiés éliminé par l'administration Trump ont perdu leur travail.

Au siège à Genève, c'est un peu plus de 250 personnes sur 1.000 qui vont prendre la porte, a indiqué mardi l'OIM, confirmant une information de l'AFP.

## Entre la France et l'Angleterre 168 migrants secourus



Cent soixante-huit migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre dans de frêles embarcations à Partir de la France ont été secourus dans le détroit du Pas-de-Calais dans la nuit de jeudi à vendredi, selon la préfecture maritime.

Parmi ces personnes recueillies, trois étaient blessées et ont été prises en charge, a précisé la préfecture maritime dans un communiqué. Les conditions météo actuelles dans la région ont été propices aux départs d'embarcations précaires de migrants ("small boats"), notamment avec un vent favorable venant du Sud.

Mais ces tentatives de traversées clandestines de la Manche sont extrêmement dangereuses, à bord d'embarcations inadaptées et surchargées. Deux migrants sont morts cette semaine dans la zone, portant à huit le nombre de décès de ce type dans la Manche depuis le début de l'année.

Selon l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim), 78 migrants sont morts en 2024 en essayant de rejoindre l'Angleterre à bord de "small boats", un record depuis le début en 2018 de ce phénomène dans la région.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Niger : 44 civils tués dans une attaque terroriste



Au moins 44 civils ont été tués vendredi dans une nouvelle attaque terroriste dans le sud-ouest du Niger, a annoncé le ministère de l'Intérieur. "Ce vendredi 21 mars le village de Fonbita, dans la commune rurale de Kokorou, a fait l'objet d'une attaque barbare par les terroristes", selon un communiqué du ministère de l'Intérieur lu à la télévision d'Etat, Télé Sahel.

"Vers 14H00, alors que les fidèles musulmans accomplissaient la prière du vendredi, ces terroristes lourdement armés ont encerclé la mosquée pour opérer leur massacre d'une rare cruauté", a-t-il indiqué. Il précise que les terroristes ont également "incendié le marché et les habitations au cours de leur repli".

"Le bilan provisoire s'établit (à) 44 martyrs tous civils, 13

blessés dont 4 graves pris en charge", affirme-t-il.

Le ministère annoncé un deuil de 72 heures dans tout le pays de samedi à lundi.

"Ces crimes crapuleux ne resteront pas impunis, les auteurs, coauteurs, commanditaires et complices seront traqués et poursuivis devant les juridictions compétentes pour répondre de leurs forfaits", a-t-il assuré.

## Les Etats-Unis mettent fin au statut légal de plus de 500.000 migrants

Donald Trump a annoncé vendredi mettre fin par ordonnance au statut légal de plus de 500.000 migrants latino-américains, leur donnant quelques semaines pour quitter le pays. Cette décision concerne environ 532.000 Cubains, Haïtiens, Nicaraguayens et Vénézuéliens qui sont arrivés aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme lancé en octobre 2022 par le prédécesseur de M. Trump, Joe Biden, et élargi en janvier de l'année suivante.

Les migrants parrainés par ce programme, "doivent quitter les Etats-Unis" d'ici le 24

avril, sauf s'ils ont obtenu un autre statut d'immigration leur permettant de rester dans le pays, a indiqué le Département de la sécurité intérieure.

Ils perdront leur protection légale trente jours après la publication, prévue mardi, de cette nouvelle ordonnance dans le journal officiel du gouvernement fédéral des Etats-Unis.

L'organisation Welcome. US, qui soutient les migrants aux Etats-Unis, a exhorté les personnes concernées par cette décision à "consulter immédiatement" un avocat.



## George Foreman, légende des poids lourds, est mort à 76 ans



Le boxeur américain George Foreman, légende des poids lourds, est mort à 76 ans, a annoncé sa famille vendredi.

Foreman, ancien champion du monde, était entré dans l'histoire de la boxe suite à sa défaite face à Mohamed Ali lors du mythique combat "Rumble in the Jungle" en 1974 à Kinshasa.

George Foreman, à la puissance surhumaine, était devenu une première fois champion du monde en 1973 en battant Joe Frazier, après avoir été champion olympique en 1968 à Mexico.

Le boxeur, originaire d'un quartier défavorisé noir de Houston, avait été battu par Mohamed Ali en 1974 à Kinshasa devant près de 100.000 spectateurs, terrassé par l'endurance, la tactique, et la roublardise d'avant-combat de son adversaire, qui s'était mis tout le public dans la poche. Après deux échecs pour un nouveau titre, il était redevenu champion du monde en 1994 à 45 ans face à Michael Moorer, avant d'arrêter définitivement en 1997 à 48 ans.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE «FOUTEZ-NOUS LA PAIX» DE YASMINA KHADRA

La tribune de Yasmina Khadra dans les colonnes du journal français L'Humanité est d'abord une plainte du cœur que seul l'écrivain riche d'une réputation mondiale pouvait soumettre aux oreilles entendantes. Toujours égal à lui-même, Mohamed Moulessehoul, l'enfant pétri dans la sagesse et le sens de la mesure des gens du Sud n'a pas versé dans sa tribune dans le fantasque propre à certains écrivains toujours enivrés par l'autosatisfaction. Son texte, bourré d'humilité est une leçon de maturité et un condensé de hauteur de vue d'un homme en permanence si entier qu'on l'a souvent affublé de toutes les facettes variées des prétentieux. Il l'est peut-être, mais il a toujours prouvé

que ses prétentions sont alimentées pour le bien de son pays. L'ancien cadet, devenu militaire dans sa traversée du désert au moment où l'Algérie avait été ternie par le sang, a évalué le juste prix de la vie.

Sa remarquable franchise a toujours dérouté les envieux jusqu'à l'accabler de faux profils pour amoindrir sa stature et sa renommée. C'est que Yasmina Khadra est un artiste des mots justes qui interpellent les cœurs et convoquent la raison. Ses quelques lignes publiées dans

L'Humanité, à propos des relations algéro-françaises assombries par l'infantilisme de quelques politicards français, se présentent en une grande leçon de réalisme et d'une vérité imparable.

C'est aussi un écrit et un de ses discours de paix et de sérénité qui déculotte la mauvaise foi et l'hypocrisie de ceux ayant pris la tangente pour s'épargner la foudre et la sentence de la justice populaire de leur pays. A travers lui, on ne peut mieux entrevoir meilleur ambassadeur.

Le « foutez-nous la paix ! » de Yasmina Khadra est peut-être aussi un cri de douleur pour avoir été outré par la non commune mesure entre le jeu malsain de politiciens en papier carton et le côté jardin de leur nation.